Conseil des Académies Canadiennes

RAPPORT ANNUEL 2016-2017

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

RÉUNIR LES **EXPERTS**. ÉVALUER LES **PREUVES**. ÉCLAIRER LES **DÉCISIONS**.

ACADÉMIES MEMBRES

RSC
The Royal Society of Canada
The Academies of Arts, Humanities and Sciences of Canada

SRC
La Société royale du Canada
Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada

The Canadian Academy of Engineering
Leadership in Engineering Advice for Canada

L'Académie canadienne du génie
Chef de file en matière d'expertise-conseil en génie pour le Canada

Canadian Academy of Health Sciences
Académie canadienne des sciences de la santé

Conseil des
académies
canadiennes

RAPPORT ANNUEL 2016-2017

TABLES DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS 1

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL 2

CE QUE NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS FAISONS 4

ACADÉMIES MEMBRES 5

L'ANNÉE EN REVUE 8

RÉUNIR LES EXPERTS 10

ÉVALUER LES PREUVES 14

ÉCLAIRER LES DÉCISIONS 22

ANNEXE I : PROFIL DE L'ORGANISME 24

ANNEXE II : CONSEIL DES GOUVERNEURS, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL 26

ANNEXE III : ÉTATS FINANCIERS 29

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

sciencepourlepublic.ca

@Scienceadvice

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Notre dernière année au CAC fut encore une fois une année chargée et productive au CAC. Les rapports que nous avons entrepris en 2016-2017 ont été, comme d'habitude, d'une palette très diversifiée, examinant tous genres de questions allant des risques liés au transport maritime commercial aux politiques scientifiques infranationales, en passant par la médecine régénérative. Nous avons aussi reçu huit nouvelles demandes d'évaluations sur un large éventail de sujets, tels que le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones, la gestion intégrée des ressources naturelles, les expériences d'apprentissage offertes par les écoles de gestion et l'aide médicale à mourir.

En tant qu'organisation indépendante à but non lucratif, nous avons bâti notre réputation au cours des 11 dernières années autour de notre capacité de réunir les plus éminents experts dans leurs domaines respectifs pour évaluer les preuves à notre disposition sur des sujets complexes d'intérêt public. Notre processus rigoureux constitue un gage de qualité et d'objectivité. Le soutien des académies membres du CAC, la Société royale du Canada (SRC), l'Académie canadienne du génie (ACG) et l'Académie canadienne des sciences de la santé (ACSS), ainsi que de leurs membres et fellows, dont plusieurs à titre d'experts bénévoles au CAC, a été incalculable. Nous bénéficions aussi de la précieuse surveillance et de la pensée stratégique des membres de notre conseil des gouverneurs et de notre comité consultatif scientifique, des atouts essentiels à la bonne gouvernance du CAC.

En septembre 2016, deux nouveaux membres se sont joints à notre conseil des gouverneurs : Pierre Lortie, C.M., FACG, conseiller principal, affaires, chez Dentons s.r.l. et ancien président de l'Académie canadienne du génie; et Tom Brzustowski, O.C., MSRC, FACG, membre du conseil d'administration de l'Institute for Quantum Computing de l'Université de Waterloo ainsi que de la Waterloo Global Science Initiative.

Au nom du CAC et du conseil des gouverneurs, je voudrais aussi remercier certains membres qui nous quittent, et dont la contribution et l'engagement ont été grandement appréciés : Henry Friesen, C.C., MSRC, MACSS, professeur émérite distingué et membre principal du Centre pour le progrès de la médecine de la Faculté de médecine de l'Université du Manitoba; Claude Jean, premier vice-président et directeur général à l'exploitation de la fonderie de semiconducteurs Teledyne DALSA; Peter Mackinnon, O.C., ancien président et vice-recteur de l'Université de la Saskatchewan; et Ted Morton, chercheur principal à l'École des politiques publiques et professeur de sciences politiques à l'Université de Calgary. Des membres du comité consultatif scientifique ont également quitté le CAC cette année : Sarah P. Otto, MSRC, professeure et directrice du Centre de recherche sur la biodiversité de l'Université de la Colombie-Britannique, et Norbert Morgenstern, C.M., MSRC, FACG, professeur émérite de génie civil à l'Université de l'Alberta. Nos plus sincères remerciements à tous les deux pour leur contribution.

Nous avons été profondément attristés d'apprendre le décès de M. Richard Marceau en septembre dernier. M. Marceau était vice-président à la recherche à l'Université Memorial de Terre-Neuve et fut un membre estimé de notre conseil des gouverneurs du mois de juillet 2015 jusqu'à peu de temps avant son décès. Il avait présidé l'Académie canadienne du génie de 2012 à 2014 et s'était joint à l'Université Memorial en 2013, fort d'une brillante carrière d'universitaire et d'ingénieur. M. Marceau a grandement contribué à la promotion du travail du CAC et de l'ACG et son départ constitue une perte immense pour de nombreuses personnes.

Collectivement, les contributions et l'engagement de tous nos dévoués experts bénévoles ont aidé à faire du CAC l'organisation très respectée qu'il est devenu. C'est avec enthousiasme que nous envisageons la prochaine année et nous sommes persuadés que le savoir et les compétences combinés des membres des comités d'experts, du conseil des gouverneurs, du comité consultatif scientifique, des académies membres et du personnel du CAC ne feront qu'ajouter au succès du CAC au cours des années qui viennent.

Margaret Bloodworth, C.M.
Présidente, Conseil des gouverneurs
Conseil des académies canadiennes

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

En termes simples, les rapports annuels sont une occasion pour les organisations de jeter un regard sur leurs réalisations et leurs activités de l'année précédente et de les décrire à la collectivité. Pour ce faire, le plus facile est d'utiliser des indicateurs de mesure chiffrables qui permettent de comparer les années entre elles. Au Conseil des académies canadiennes, nous mesurons notre réussite en fonction des travaux qui nous sont confiés : depuis 2005, nous menons des évaluations à partir des données probantes à notre disposition sur les enjeux les plus intéressants et les plus importants pour le Canada.

Quel fut donc notre rendement cette année? Nous avons reçu huit demandes d'évaluations — le plus grand nombre que nous ayons reçu au cours d'une même année — sur une gamme de sujets fascinants : les besoins de transport d'une population vieillissante; l'état de la S-T et de la R-D industrielle au Canada; la gestion intégrée des ressources naturelles; la médecine régénérative; les politiques scientifiques infranationales; l'aide médicale à mourir; le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones; et les expériences d'apprentissage offertes par les écoles de gestion. Cette liste montre à quel point les besoins sont divers quand vient le temps de suivre une approche scientifique pour éclairer l'élaboration des politiques publiques.

Si les demandes que nous recevons sont le reflet de la valeur accordée à l'expertise du CAC, les projets menés à terme en sont une preuve. Nous avons terminé cinq projets en 2016-2017 : *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada*; *La valeur du transport maritime commercial pour le Canada*; *Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada*; *Mettre à profit les forces du Canada en médecine régénérative*; et *Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux*.

Voilà pour les résultats tangibles du CAC et, d'après ces indicateurs de mesure, nous pouvons considérer que 2016-2017 fut une bonne année. En effet, les cinq évaluations que nous avons menées à terme portent notre production totale depuis notre création en 2005 à 43 rapports fondés sur des données probantes — ce qui représente un bagage de connaissances substantiel.

Cependant, comme c'est toujours le cas, il faut aussi aller derrière les chiffres pour découvrir d'autres aspects des réalisations d'une organisation. Par exemple, l'évaluation *Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux* atteste de l'importance d'établir une politique scientifique provinciale et de l'harmoniser avec les investissements scientifiques fédéraux; il est facile d'imaginer que ce rapport suscitera bien des discussions. L'évaluation *La valeur du transport maritime commercial pour le Canada* a employé un nouveau type de modélisation économique pour examiner de façon plus approfondie l'état de la science. Le rapport *Mettre à profit les forces du Canada en médecine régénérative*, produit diligemment, pourra alimenter les discussions à l'échelle fédérale sur le financement de ce secteur scientifique prometteur. Et notre *Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada* a servi à éclairer l'Examen du soutien fédéral aux sciences, *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*.

Au cours de la dernière année, certaines évaluations nous ont poussés à réfléchir de manière plus large à la définition que nous donnons aux *données probantes*.

Souvent, évaluer ces données se fait sans détours : nous examinons la documentation sur un sujet; réunissons des experts pour en discuter; évalusons la portée, la profondeur et la qualité des données; et publions dans un rapport les constatations et les conclusions qui ont été faites. La demande de Santé Canada et de Justice Canada d'entreprendre une évaluation sur l'aide médicale à mourir (AMM) suppose une entreprise d'un type différent et une approche élargie pourrait être nécessaire pour évaluer les données probantes disponibles. L'AMM est permise au Canada depuis l'adoption en juin 2016 du projet de loi C-14, mais trois circonstances distinctes n'ont pas été incluses dans ce texte législatif : l'AMM pour les mineurs matures; les demandes anticipées; et les demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent. Ces enjeux ont été jugés particulièrement complexes et digne d'une étude plus approfondie, ce qui a incité le gouvernement fédéral à solliciter des examens indépendants. Dans le cas de l'AMM, nous pouvons examiner un nombre modeste, mais non exhaustif d'articles publiés dans les domaines des sciences empiriques et des sciences sociales et de documents connexes; un petit nombre de territoires dans le monde se sont dotés de lois qui couvrent ces questions; et il y a des lignes directrices en matière de pratique professionnelle, des codes de conduite et d'autres types de considérations sociales, éthiques et culturelles dont il faut tenir compte.

De même, notre évaluation sur le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones nous a poussés à envisager d'autres « façons de savoir », alors que notre évaluation sur les besoins de transport d'une population vieillissante nous a encouragés à chercher des méthodologies ailleurs que dans les approches scientifiques traditionnelles. S'il est difficile de définir ce que constituent des données probantes ou des preuves scientifiques, soupeser les preuves l'est tout autant.

Aucun compte rendu de l'année du CAC ne serait complet sans reconnaître l'importance cruciale de nos académies membres, sans lesquelles il n'y aurait pas de CAC. La Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé, et en particulier leurs dirigeants (Maryse Lassonde, Douglas Ruth et Carol P. Herbert respectivement), ont contribué par leur sagesse et leur engagement à trouver la meilleure façon pour le CAC de fonctionner. De plus, les membres et fellows de ces académies constituent une source de premier plan d'experts pour nos comités d'évaluation, alors que les équipes de direction de ces académies nous appuient par leurs conseils et leurs commentaires tout au long du processus d'évaluation, y compris pendant les processus de planification, de conception des études, de sélection des experts et de diffusion des rapports.

Nous anticipons avec enthousiasme une autre année de travail à livrer des informations capitales qui éclaireront la prise de décisions et à réfléchir aux moyens qui nous permettront d'être plus pertinents et plus réactifs dans les approches que nous utilisons pour fournir des données probantes aux responsables politiques.

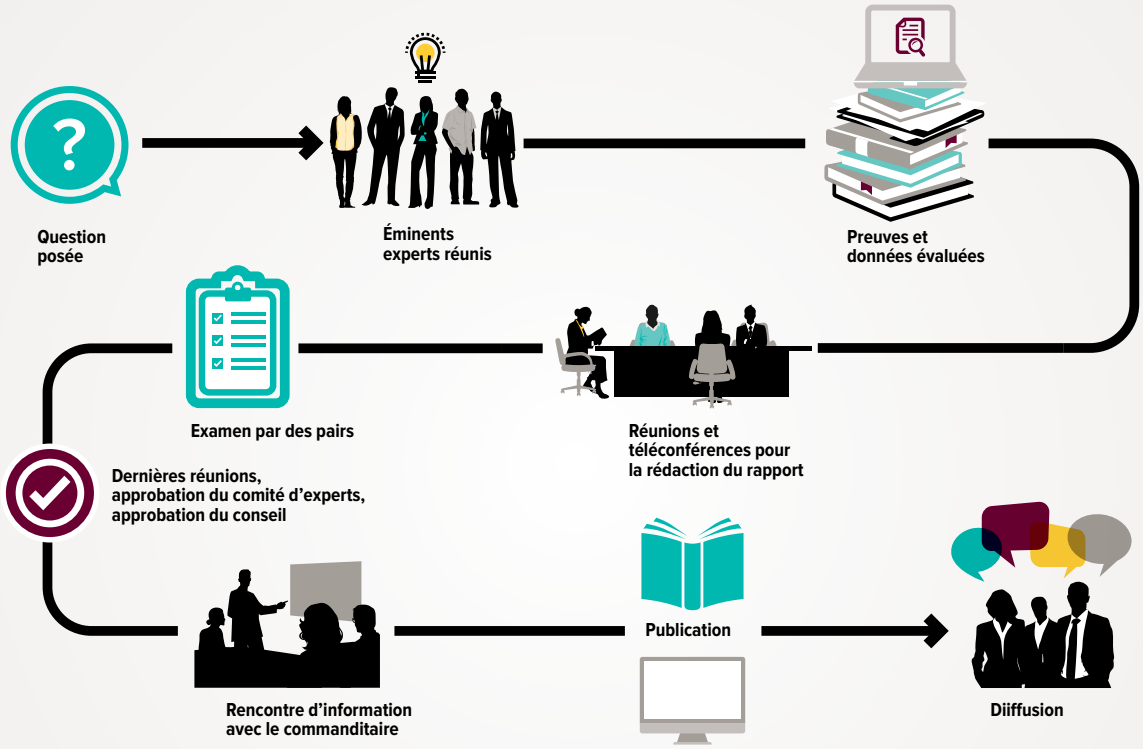
Eric M. Meslin, Ph. D., MACSS
Président-directeur général
Conseil des académies canadiennes

QUI NOUS SOMMES ET **CE QUE NOUS FAISONS**

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est une organisation indépendante, sans but lucratif, qui réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour évaluer les preuves qui existent sur les enjeux scientifiques complexes d'intérêt public, afin d'éclairer les décisions qui se prennent au Canada. Dirigé par un conseil des gouverneurs et guidé par un comité consultatif scientifique et ses académies membres, le travail du CAC a pour champ d'action la *science* au sens large, ce qui englobe les sciences naturelles, les sciences sociales, les sciences de la santé, ainsi que le génie et les sciences humaines.

Ses évaluations sont réalisées par des comités multidisciplinaires et multisectoriels d'experts canadiens et étrangers qui lui offrent bénévolement leur temps, leur expertise et leur savoir. L'objectif premier des évaluations du CAC est d'évaluer les données les plus probantes disponibles sur des questions particulièrement complexes, dont les aspects scientifiques sont peut-être difficiles à comprendre, contradictoires ou difficiles à colliger. Il faut souvent pour cela savoir déceler les problèmes émergents, les connaissances qui manquent et les recherches qui doivent être effectuées, les atouts du Canada, de même que les tendances et les pratiques qui ont cours dans le reste du monde. Une fois réalisées, les évaluations fournissent aux décideurs gouvernementaux, aux chercheurs et aux parties prenantes des informations et des éléments de preuve de qualité qui permettent d'élaborer des politiques publiques éclairées et novatrices. Les évaluations peuvent être demandées au CAC (ou « commanditées ») par des fondations, des organisations non gouvernementales, le secteur privé ou tout ordre de gouvernement.

Le processus d'évaluation du CAC est guidé par un personnel spécialisé et s'effectue par le biais de rencontres en personne, de téléconférences et de nombreuses heures de recherche. Afin de préserver l'indépendance du processus d'évaluation, les commanditaires ne participent pas à la réalisation des évaluations, n'examinent pas les ébauches des rapports et ne peuvent proposer aucune modification aux rapports avant leur publication. Ce processus garantit l'intégrité et l'objectivité les plus totales du travail du CAC. Tous les rapports sont soumis à un processus d'examen par des pairs rigoureux et sont offerts gratuitement au public dans les deux langues officielles.



ACADÉMIES **MEMBRES**

Les académies membres fondatrices du CAC sont des organismes indépendants qui représentent les plus éminents esprits au Canada. Leurs membres, ou fellows, et leurs cadres supérieurs siègent au conseil des gouverneurs et au comité consultatif scientifique du CAC et constituent une source importante de membres pour les comités d'experts. Les académies membres fournissent des conseils et des commentaires tout au long du processus d'évaluation du CAC, y compris lors des processus de planification, de conception des études, de sélection des membres des comités d'experts et de diffusion des rapports. Les académies membres sont : la Société royale du Canada; l'Académie canadienne du génie; l'Académie canadienne des sciences de la santé.

LA SOCIÉTÉ ROYALE DU CANADA (SRC)

RSC
The Royal Society of Canada
The Academies of Arts, Humanities and Sciences of Canada

SRC
La Société royale du Canada
Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada

Fondée en 1882, la Société royale du Canada comprend des académies des arts, des lettres et des sciences, ainsi que le tout premier organisme canadien de reconnaissance multidisciplinaire destiné à la nouvelle génération d'intellectuels canadiens, le Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et en science. La SRC a pour mission de reconnaître l'excellence dans le savoir, la recherche et les arts, de conseiller les gouvernements et les organismes ainsi que de promouvoir une culture du savoir et de l'innovation au Canada et en partenariat avec d'autres académies nationales dans le monde.

- **Accueil de 99 nouveaux membres**
- **Visite de 9 campus**
- **1 nouveau membre institutionnel**
- **103 dons aux différents fonds de la SRC**
- **80 nouveaux membres du Collège**
- **488 candidatures d'adhésion**
- **130+ visites d'invités à la Maison Walter**
- **100+ bénévoles au sein des comités**
- **Remise de 16 médailles et distinctions**

Membres du conseil à la réunion d'affaires annuelle de la SRC tenue lors de l'AGA 2016 à Kingston (Ontario)

Cérémonie d'intronisation et de remise des prix lors de l'AGA 2016, à Kingston (Ontario)

Réception à la Maison Walter en mai 2016

L'ACADÉMIE CANADIENNE DU GÉNIE (ACG)

THE CANADIAN ACADEMY OF ENGINEERING
Leadership in Engineering Advice for Canada

L'ACADÉMIE CANADIENNE DU GÉNIE
Chef de file en matière d'expertise-conseil en génie pour le Canada

L'Académie canadienne du génie est l'organisme national par l'entremise duquel les ingénieurs les plus chevronnés et expérimentés du Canada offrent au pays des conseils stratégiques sur des enjeux d'importance primordiale. Fondée en 1987, l'ACG est un organisme indépendant, autonome et à but non lucratif. Les Fellows de l'ACG sont nommés et élus par leurs pairs en reconnaissance de leurs réalisations exceptionnelles et de leurs longs états de service au sein de la profession d'ingénieur. Au nombre d'environ 600, les Fellows de l'ACG s'engagent à faire en sorte que les connaissances expertes en génie du Canada soient appliquées pour le plus grand bien de tous les Canadiens.

- **43** nouveaux Fellows intronisés en juin 2016 et **52** nouveaux Fellows intronisés en juin 2017
- **3** rapports publiés
- **6** tables rondes nationales tenues sur les sciences, la technologie et les politiques publiques
- Plus de **40** Fellows se sont réunis à Montréal en novembre 2016 pour discuter de la réfection et du remplacement des ponts Jacques Cartier et Champlain
- **NOUVEAU** partenariat avec la Fondation canadienne de SAE pour offrir des bourses de premier cycle en génie des transports et de la mobilité et un prix d'excellence en conception aérospatiale

Événement conjoint ACG-ACSS au Centre de recherche du CHUM, en juin 2017, à Montréal

Le président de l'ACG, Douglas Ruth, FACG, prononçant un discours pour l'intronisation des nouveaux Fellows, en juin 2017

Nouveaux Fellows intronisés en juin 2016

- **NOUVEAU** partenaire de nomination pour les Prix du Gouverneur général pour l'innovation
- Partenariat noué avec le Conference Board du Canada sur l'organisation de la conférence ***La réforme de l'énergie*** (Reshaping Energy)
- Participation en septembre 2016 à Londres (Royaume-Uni) à la réunion du CAETS et à la réunion associée du Groupe de travail sur l'énergie
- Soutien en amont de la participation de deux jeunes ingénieurs canadiens au programme de leadership mondial des jeunes en génie
- Organisation d'une réunion du Groupe de travail sur l'énergie du CAETS à Sydney (C.-B.) en mai 2016

L'ACADÉMIE CANADIENNE DES SCIENCES DE LA SANTÉ (ACSS)

Canadian Academy of Health Sciences
Académie canadienne des sciences de la santé

L'ACSS souligne l'excellence en sciences de la santé en nommant des membres reconnus pour leurs réalisations exceptionnelles en sciences de la santé au Canada et pour leur volonté de servir le public canadien. L'Académie produit des évaluations pertinentes, étayées et impartiales et recommande des solutions stratégiques et pratiques au regard de questions touchant la santé des Canadiens. Fondée en 2004, l'ACSS compte aujourd'hui 607 membres et nomme de nouveaux membres chaque année. L'organisme est dirigé par un conseil des gouverneurs, dont les membres sont bénévoles, et un conseil de direction.

- **Publication d'un NOUVEAU rapport d'évaluation intitulé *Reconnaissance des contributions à des recherches collectives***
- **36 nouveaux membres intronisés lors de l'Assemblée générale annuelle et du Forum 2016 et on prévoit que 52 nouveaux membres seront intronisés à l'automne 2017**
- **NOUVEAU site Web de l'ACSS lancé en juin 2017**
- **Commentaires des membres recueillis sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale et publication d'une annonce**
- **Co-commandite d'un symposium tenu sur invitation à Toronto, intitulé « Canadian Medicare 2017: Historical Reflections, Future Directions » [Le régime d'assurance-maladie canadien en 2017 : réflexions sur le passé et orientations futures] pour souligner le 80e anniversaire des Services médicaux associés et le 50e anniversaire de l'assurance-maladie au Canada**

Publication du tout nouveau rapport *Reconnaissance des contributions à des recherches collectives*

Membres du Vancouver Regional Network discutant du rapport *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*

Elizabeth Saewyc, Jean Shoveller, et Judy Illes du Vancouver Regional Network discutant du rapport *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*

- **Collaboration avec le ministère des Anciens Combattants sur une Initiative en soins chroniques qui s'appuie sur l'Évaluation de la gestion des maladies chroniques réalisée par l'ACSS**
- **Participation à la réunion nationale du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances pour élaborer un programme national de recherche sur les incidences sur la santé de l'usage du cannabis à des fins non médicales**
- **Production d'un chapitre sur l'amélioration de la santé au Canada pour *Reflections of Canada: Illuminating Our Opportunities and Challenges at 150+ Years*, un ouvrage du Peter Wall Institute for Advanced Studies de l'Université de la Colombie-Britannique**
- **Direction de l'élaboration d'un énoncé international sur la démence de l'InterAcademy Panel for Health**

L'ANNÉE **EN REVUE**

2016

Le 22 avril 2016

Le CAC annonce le lancement d'une nouvelle évaluation sur l'adaptation du transport aux besoins d'une population vieillissante

Le 28 avril 2016

Publication du rapport d'atelier *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada*

Le 29 juin 2016

Le CAC annonce la troisième édition de *L'état de la science et de la technologie et de la recherche-développement industrielle au Canada*

Le 9 septembre 2016

Le CAC annonce qu'elle entreprend une nouvelle évaluation sur la gestion intégrée des ressources naturelles

Le 20 septembre 2016

Un nouveau projet sur la médecine régénérative est lancé

Le 4 juillet 2016

Trois nouveaux stagiaires diplômés se joignent au CAC

Le 6 septembre 2016

Deux nouveaux membres se joignent au conseil des gouverneurs du CAC : Pierre Lortie, C.M., FACG et Tom Brzustowski, O.C., MSRC, FACG

Le 27 octobre 2016

Le CAC lance un nouveau projet sur les politiques scientifiques infranationales

2017

Le 14 décembre 2016

Le gouvernement du Canada annonce que le CAC entreprend un projet important sur l'aide médicale à mourir

Le 16 décembre 2016

Le CAC publie *Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada*

Le 2 février 2017

Le CAC lance un nouveau projet d'atelier sur les expériences d'apprentissage offertes dans les écoles de gestion

Le 17 février 2017

Le CAC anime un panel de discussion dans le cadre de l'Assemblée annuelle de l'AAAC à Boston

Le 19 avril 2017

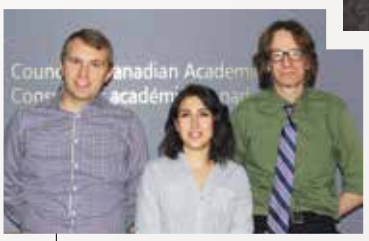
Publication du rapport d'atelier *Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux*

Le 7 novembre 2016

Le CAC, la SRC, l'ACG et l'ACSS organisent ensemble une journée de colloque sur la prise de décisions fondées sur des données probantes dans le cadre de la Conférence sur les politiques scientifiques canadiennes à Ottawa

Le 26 janvier 2017

Une nouvelle évaluation sur le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones débute



Le 9 janvier 2017

Un nouveau groupe de stagiaires diplômés arrive au CAC

Le 9 mars 2017

Publication du rapport d'atelier *Mettre à profit les forces du Canada en médecine régénérative*

RÉUNIR LES EXPERTS

Le CAC réunit les plus éminents experts de leurs domaines respectifs pour examiner les données probantes existantes et fournir une évaluation objective des éléments scientifiques qui sous-tendent les grands enjeux politiques. Le travail du CAC ne serait pas possible sans la contribution de ces experts, qui offrent bénévolement leur temps, leur énergie et leur savoir au service du CAC à titre de membres de ses comités d'experts et d'examinateurs. Au fil des années, le CAC a eu le privilège de travailler avec près de 1000 experts. Ceux qui ont travaillé bénévolement au CAC au cours de la dernière année sont énumérés ci-dessous.

ACCIDENTS DANS LE TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL : CERNER LES RISQUES AU CANADA

Comité directeur et participants à l'atelier :

James R. Parsons (président du comité directeur et de l'atelier), directeur des études, Marine Institute de l'Université Memorial (St. John's, T.-N.-L); **Mary R. Brooks (comité directeur),** professeure émérite, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.); **Michael C. Ircha (comité directeur),** conseiller en chef, Association des administrations portuaires canadiennes; professeur auxiliaire de recherche, Université Carleton (Ottawa, Ont.); professeur émérite et vice-recteur associé (études), Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.); **Francis Wiese (comité directeur),** chef scientifique maritime national, Stantec Consulting (Anchorage, AK); **Sean Broadbent,** boursier postdoctoral et directeur de recherche, Groupe de planification de la gestion environnementale, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.); **Rosaline Canessa,** doyenne associée, Faculté des sciences sociales, et professeure agrégée, Département de géographie, Université de Victoria (Victoria, C.-B.); **Jackie Dawson,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée au Département de géographie de l'Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Hadi Dowlatabadi,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mathématiques appliquées et sur le changement planétaire, Institute for Resources Environment and Sustainability, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Gordon Houston,** propriétaire, Gordon Houston & Associates (Vancouver, C.-B.); **Raymond W. Johnston,** conseiller spécial, Chambre de commerce maritime (Ottawa, Ont.); président, Corporation de gestion Alliance verte (Québec, Qc); **Timothy Keane,** directeur général, Opérations et projets dans l'Arctique, Fednav Limited (Montréal, Qc); **Serge A. Le Guellec,** président-directeur général, Transport Desgagnés inc. (Québec, Qc); **Jérôme Marty,** conseiller scientifique, Pêches et Océans Canada (Ottawa, Ont.); **Barbara Neis, MSRC,** professeure-chercheure universitaire, Département de sociologie, Université Memorial; associée de recherche principale, SafetyNet Centre for Occupational Health and Safety Research (St. John's, T.-N.-L.); **Paul O'Reilly,** vice-président principal, Marsh Canada Limited (Toronto, Ont.); **Ronald Pelot,** professeur, Département de génie industriel, et vice-doyen, programme d'éducation coopérative en génie, Université Dalhousie; codirecteur scientifique, MEOPAR/ RCE (Halifax, N.-É.); **Robert Powell,** spécialiste en chef, Conservation prioritaire, WWF Canada (Vancouver, C.-B.); **Victor M. Santos-Pedro,** ancien directeur, Sécurité maritime, Transports Canada (Ottawa, Ont.); **Claudio Verconich,** vice-président – Projets mondiaux spéciaux et sélection des risques, secteur maritime, Liberty International Underwriters, Liberty Mutual Group (Toronto, Ont.)

Examinateurs :

M. Tundi Agardy, directrice générale, Sound Seas (Bethesda, MD); **David Cardin,** ancien conseiller, groupe d'examen de la Loi sur les transports au Canada; ancien président, Maersk Canada (Rockwood, Ont.); **Stephanie E. Chang,** professeure, School of Community and Regional Planning (SCARP) et Institute for Resources, Environment and Sustainability (IRES), Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Claude Comtois,** professeur, Département de géographie, Université de Montréal (Montréal, Qc); **Peter G. Noble, FACG,** conseiller principal, Noble Associates, Inc.; ancien président, Society of Naval Architects and Marine Engineers (SNAME) (Spring, TX)

MISE À JOUR PRÉLIMINAIRE DES DONNÉES : RENDEMENT ET RÉPUTATION INTERNATIONALE DE LA RECHERCHE AU CANADA

Comité d'experts sur l'état de la science et de la technologie et de la recherché-développement industrielle au Canada :

Max Blouw (président), recteur et vice-chancelier, Université Wilfrid Laurier (Waterloo, Ont.); **Luis Barreto,** président, Dr. Luis Barreto & Associates, et conseiller spécial, NEOMED-LABS (Concord, Ont.); **Catherine Beaudry,** professeure, économie de l'innovation et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en création, développement et commercialisation de l'innovation, Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal (Montréal, Qc); **Donald Brooks, MACSS,** professeur de pathologie et médecine de laboratoire et de chimie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Madeleine Jean,** directrice générale, Prompt (Montréal, Qc); **Philip Jessop, MSRC,** professeur de chimie minérale et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en chimie verte, Département de chimie, Université Queen's; directeur technique, GreenCentre Canada (Kingston, Ont.); **Claude Lajeunesse, FACG,** directeur de la société et président du conseil d'administration par intérim, Énergie atomique du Canada limitée (Magog, Qc); **Steve Liang,** professeur agrégé, génie géomatique, Université de Calgary; directeur, laboratoire GeoSensorWeb; président-directeur général, SensorUp Inc. (Calgary, Alb.); **Robert Luke,** vice-recteur, recherche et innovation, Université de l'EADO (Toronto, Ont.); **Douglas Peers,** professeur, doyen des arts, Département d'histoire, Université de Waterloo (Waterloo, Ont.); **John M. Thompson, O.C., FACG,** ancien premier vicepréésident, IBM Corporation (Toronto, Ont.); **Anne Whitelaw,** vice-rectrice exécutive adjointe à la planification et au positionnement et professeure agrégée, Département d'histoire de l'art, Université Concordia (Montréal, Qc); **David A. Wolfe,** professeur, sciences politiques, et codirecteur, Laboratoire de politiques d'innovation, École Munk des affaires internationales, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Examinateurs :

Linda Butler, chercheuse invitée, Université nationale australienne (Canberra, Australie); **Susan A. McDaniel, MSRC,** directrice, Institut Prentice, titulaire de la Chaire de recherche du Canada de niveau 1 sur la population mondiale et le cours de la vie, titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales et professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.); **Eliot A. Phillipson, O.C., MACSS,** professeur de médecine émérite Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.) et ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

METTRE À PROFIT LES FORCES DU CANADA EN MÉDECINE RÉGÉNÉRATIVE

Comité directeur et participants à l'atelier :

Janet Rossant, C.C., MSRC (présidente du comité directeur et de l'atelier), présidente et directrice scientifique, Fondation Gairdner (Toronto, Ont.); **Tania Bubela (comité directeur),** professeure, École de santé publique, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Allen C. Eaves, O.B.C. (comité directeur),** président et premier dirigeant, STEMCELL Technologies Inc. (Vancouver, C.-B.); **Michael Rudnicki, O.C., MSRC (comité directeur),** scientifique principal et directeur, Programme de médecine régénérative et Centre de recherche sur les cellules souches Sprott, Institut de recherche de l'Hôpital d'Ottawa; directeur général et scientifique, Réseau de cellules souches (Ottawa, Ont.); **Anne-Marie Alarco,** ancienne directrice scientifique, CellCAN (Montréal, Qc); **Jane Aubin,** chef des affaires scientifiques et vice-présidente à la recherche, à l'application des connaissances et à l'éthique, Instituts de recherche en santé du Canada (Ottawa, Ont.); **Paul A. Cassar,** chercheur associé, recherche et évaluation de projet, Centre pour la recherche et le développement de médicaments (CDRD) (Vancouver, C.-B.); **Tina Ceroni,** membre, conseil d'administration, défenseure des droits des patients, Clinical Trials Ontario (Toronto, Ont.); **Sandra Donaldson,** vice-présidente, stratégie et partenariats, Institut ontarien de médecine régénératrice (OIRM) (Toronto, Ont.); **Connie Eaves, MSRC,** chercheuse émérite, British Columbia Cancer Agency; professeure de génétique médicale et membre associé, Département de médecine et Département de pathologie et médecine de laboratoire, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Julie Fradette,** professeure titulaire, CR-CHU de Québec, Université Laval; directrice, Réseau ThéCell FRQS (Québec, Qc); **Clive Glover,** responsable de produit, thérapie cellulaire, GE Healthcare (Cardiff, Royaume-Uni); **Debra Mathews,** directrice adjointe des programmes scientifiques, Institut de bioéthique Johns Hopkins Berman; professeure agrégée, Département de pédiatrie, Faculté de médecine, Université Johns Hopkins (Baltimore, MD); **Michael May,** président-directeur général, Centre pour la commercialisation de la médecine régénératrice (CCRM) (Toronto, Ont.); **Christopher McCabe,** responsable du projet PACEOMICS; directeur de la recherche, titulaire d'une chaire Capital Health, Département de la médecine d'urgence, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Ivar Mendez, MACSS,** professeur titulaire de la chaire Fred H. Wigmore et chef, Département unifié de chirurgie, Université de la Saskatchewan et région sociosanitaire de Saskatoon (Saskatoon, Sask.); **Milica Radisic, FACG,** professeure, Institut des biomatériaux et du génie biomédical, Département de génie chimique et de chimie appliquée, Université de Toronto; chercheuse affiliée, Institut de recherche de l'Hôpital général de Toronto (Toronto, Ont.); **Victor Rafuse,** professeur et directeur, Brain Repair Centre, Département des neurosciences médicales, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.); **Michael Sefton, FACG, MSRC,** professeur universitaire et titulaire de la chaire Michael E. Charles en génie chimique; directeur et professeur universitaire, Institut des biomatériaux et du génie biomédical, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Duncan Stewart, MACSS, MSRC,** président-directeur général et directeur scientifique, Institut de recherche de l'Hôpital d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Sowmya Viswanathan,** professeure adjointe, Institut des biomatériaux et du génie biomédical, Université de Toronto; chercheuse affiliée, programme sur l'arthrite, Institut de recherche Krembil, Réseau universitaire de santé; programme de thérapie cellulaire, Réseau universitaire de santé; chef d'équipe pour le comité de fabrication, CellCAN (Toronto, Ont.); **Peter Zandstra, MSRC,** professeur, Institut des biomatériaux et du génie biomédical, Université de Toronto (Toronto, Ont.)

Examinateurs :

Harold L. Atkins, médecin, Hôpital d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Lucie Germain, MACSS,** professeure titulaire et vicedoyenne à la recherche et aux études supérieures, Université Laval; chercheure, Centre de recherche du CHU de Québec — Université Laval (Québec, Qc); **Armand Keating,** directeur, programme de thérapie cellulaire, Réseau universitaire de santé (Toronto, Ont.); **Bartha Knoppers, MSRC, MACSS,** directrice, Centre de génomique et de politiques, Université McGill (Montréal, Qc); **Geoff MacKay,** président-directeur général, AVROBIO Inc. (Cambridge, MA); **Denis Claude Roy,** directeur général, Réseau de médecine régénératrice et de thérapie cellulaire CellCAN; directeur de recherche, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (Montréal, Qc); **Kimberly A. Woodhouse, FACG,** doyenne, Faculté d'ingénierie et de sciences appliquées, Université Queen's (Kingston, Ont.); **Pamela Valentine,** directrice générale par intérim et première vice-présidente, planification et initiatives stratégiques, Alberta Innovates (Edmonton, Alb.)

POLITIQUE SCIENTIFIQUE : CONSIDÉRATIONS POUR LES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX

Comité directeur et participants à l'atelier :

Joy Johnson, MACSS (présidente du comité directeur et de l'atelier), vice-rectrice à la recherche, Université Simon Fraser (Burnaby, C.-B.); **Paul Dufour (comité directeur),** professeur auxiliaire, Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique, Université d'Ottawa (Gatineau, Qc); **Janet Halliwell (comité directeur),** directrice, JE Halliwell Associates Inc. (Salt Spring Island, C.-B.); **Kaye Husbands Fealing (comité directeur),** directrice et professeure, School of Public Policy, Georgia Institute of Technology (Atlanta, GA); **Marc LePage (comité directeur),** président et chef de la direction, Génome Canada (Ottawa, Ont.); **Allison Barr,** directrice, Bureau du scientifique en chef, ministère de la Recherche, de l'Innovation et des Sciences de l'Ontario (Toronto, Ont.); **Eric Cook,** directeur général, Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.); **Irwin Feller,** professeur émérite, Université de l'État de Pennsylvanie (State College, PA); **Peter Fenwick,** membre, A100 (Calgary, Alb.); **Richard Hawkins,** professeur, Université de Calgary (Calgary, Alb.); **Jeff Kinder,** directeur, Secrétariat fédéral de la science et la technologie (Ottawa, Ont.); **Robert Lamb,** directeur général, Centre canadien de rayonnement synchrotron (Saskatoon, Sask.); **John Morin,** directeur, Politique, planification et relations extérieures, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (Edmonton, Alb.); **Nils Petersen,** professeur émérite, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Grace Skogstad,** professeur, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Dan Wicklum,** administrateur général, Canada's Oil Sands Innovation Alliance (COSIA) (Calgary, Alb.)

Examinateurs :

David Castle, vice-président à la recherche, Université de Victoria (Victoria, C.-B.); **Timothy I. Meyer,** directeur de l'exploitation, Fermi National Accelerator Laboratory (Batavia, Il); **Rémi Quirion, O.C., C.Q., MSRC,** scientifique en chef du Québec (Montréal, Qc); **P. Kim Sturgess, C.C., FACG,** présidente-directrice générale, WaterSMART Ltd. (Calgary, Alb.)

LA VALEUR DU TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL POUR LE CANADA

Comité d'experts sur la valeur sociale et économique du transport maritime commercial pour le Canada :

Mary R. Brooks (présidente), professeure émérite, Rowe School of Business, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.); **Kristian Behrens,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les répercussions régionales de la mondialisation et professeur titulaire d'économie, Université du Québec à Montréal (Montréal, Qc); **David Cardin,** conseiller, Comité d'examen de la Loi sur les transports au Canada (Rockwood, Ont.); **Jackie Dawson,** titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'environnement, la société et les politiques et professeure agrégée au Département de géographie de l'Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Trevor Heaver,** professeur émérite, Sauder School of Business, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Douglas House, C.M.,** professeur-chercheur honoraire, Département de sociologie, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.); **John Lawson,** président et chercheur principal, Lawson Economics Research Inc. (Ottawa, Ont.); **Charles Menzies,** professeur, Département d'anthropologie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Peter G. Noble, FACG,** conseiller en chef, Noble Associates Inc.; ancien président, Society of Naval Architects and Marine Engineers (SNAME) (Spring, TX); **Siri Pettersen Strandenes,** professeure, École norvégienne d'économie (NHH) (Bergen, Norvège)

Examinateurs :

Okan Duru, professeur adjoint, Université Texas A&M à Galveston (Galveston, TX); **Koi Yu Adolf Ng,** professeur, Asper School of Business et directeur, Transport Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.); **Serge Le Guellec,** président-directeur général, Transport Desgagnés Inc. (Québec, Qc); **Peter Harrison,** professeur émérite, School of Policy Studies, Université Queen's (Orléans, Ont.); **Henry Huntington,** propriétaire, Huntington Consulting (Eagle River, AK); **Jane Lister,** directrice associée, Centre for Transport Studies and Faculty, Sauder School of Business, Université de Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Peter Michaels Morrow,** professeur adjoint, département d'Économie, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **James Nolan,** professeur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

ADAPTER LE TRANSPORT AUX BESOINS D'UNE POPULATION VIEILLISSANTE

Le comité d'experts sur les besoins de transport d'une population vieillissante :

Neena L. Chappell, C.M., MSRC, MACSS (présidente), professeure émérite, Institute on Aging & Lifelong Health et Département de sociologie, Université de Victoria (Victoria, C.-B.); **Maureen Ashe,** professeure agrégée, Département de médecine familiale, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Howard Bergman, MACSS,** directeur, Département de médecine familiale; professeur, Départements de médecine familiale, de médecine et d'oncologie, Université McGill (Montréal, Qc); **David Timothy Duval,** professeur agrégé, Faculté d'administration des affaires et d'économie, Université de Winnipeg; associé, Transport Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.); **Geoff Fernie, MACSS,** directeur de la recherche, Toronto Rehabilitation Institute, University Health Network (Toronto, Ont.); **Brian Flemming, C.M., c.r.,** agrégé supérieur de recherche, Institut Van Horne (Calgary, Alb.); **Katharine M. Hunter-Zaworski,** professeure agrégée, School of Civil and Construction Engineering, Université d'État de l'Oregon (Corvallis, OR); **Lorne Mackenzie,** directeur, affaires réglementaires, WestJet Airlines (Calgary, Alb.); **Lynn McDonald,** professeure, Faculté du travail social, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **David Metz,** professeur honoraire, Centre for Transport Studies, University College de Londres (Londres, Royaume-Uni); **Alex Mihailidis,** professeur agrégé, Département d'ergologie et d'ergothérapie et Institute of Biomaterials and Biomedical Engineering, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Parminder Raina,** professeur, Département d'épidémiologie clinique et de biostatistique, Université McMaster; titulaire de la Chaire de recherche du Canada (niveau 1) en géroscience, titulaire de la chaire de recherche Raymond et Margaret Labarge en vieillissement optimal et en application du savoir pour un vieillissement optimal (Hamilton, Ont.); **Marian L. Robson,** associée principale, Global Public Affairs (Vancouver, C.-B.); **S. C. (Chan) Wirasinghe, FACG,** professeur, Département de génie civil, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES AU CANADA

Le comité d'experts sur la gestion intégrée des ressources naturelles :

Cassie Doyle (présidente), directrice générale, Institut canadien international des ressources et du développement (Vancouver, C.-B.); **Fikret Berkes, MSRC,** professeur distingué émérite, Natural Resources Institute, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.); **Stan Boutin, MSRC,** codirecteur scientifique, Alberta Biodiversity Monitoring Institute; professeur et titulaire de la chaire de recherche Alberta Biodiversity Conservation en sciences biologiques, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Matt Carlson,** écologiste, ALCES (Ottawa, Ont.); **Thomas Dietz,** professeur, sociologie et sciences et politiques environnementales, vice-recteur adjoint à la recherche environnementale, Université d'État du Michigan (East Lansing, MI); **George Greene,** président-fondateur, Stratos Consulting (Ottawa, Ont.); **Bram Noble,** professeur, Département de géographie et de planification et École de l'environnement et de la durabilité, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.); **Nancy Olewiler,** professeure, School of Public Policy, Université Simon Fraser (Vancouver, C.-B.); **Rachel Olson,** co-chef d'équipe, études sur le savoir et les usages traditionnels; directrice, The Firelight Group (Vancouver, C.-B.); **Martin Olszynski,** professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Calgary (Calgary, Alb.); **Kirstie E.M. Simpson,** conseillère en chef, Gestion durable et intégrée des ressources, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, gouvernement du Yukon (Whitehorse, Yn); **Ione L. Taylor,** directrice générale, programme de maîtrise en direction appliquée au domaine des ressources terrestres et énergétiques, Département des sciences et du génie géologiques, Université Queen's (Kingston, Ont.); **Alain Tremblay,** conseiller principal en environnement, Hydro-Québec (Montréal, Qc)

LE MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

Le comité d'experts sur le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones :

Kimberly R. Murray (présidente), sous-procureure générale adjointe, Division de la justice pour les Autochtones, ministère du Procureur général (Toronto, Ont.); **Jimmy Sandy Akavak, O.Nu.,** directeur de la commercialisation, Nunavut Eastern Arctic Shipping; ancien sergent, Gendarmerie royale du Canada (Iqaluit, Nu.); **Harley Crowshoe,** conseiller principal, Programme de santé pour les Autochtones (Zone sud), Alberta Health Services (Lundbreck, Alb.); **Mylène Jaccoud,** professeure, École de criminologie, Université de Montréal (Montréal, Qc); **Laurence Kirmayer, MSRC, MACSS,** titulaire de la chaire de recherche James McGill et directeur, Division de psychiatrie sociale et transculturelle, Département de psychiatrie, Université McGill; directeur, Unité de recherche en culture et santé mentale, Institut Lady Davis, Hôpital général juif (Montréal, Qc); **Eileen Luna-Firebaugh,** professeure émérite en droit et en politiques autochtones, Université de l'Arizona (Tucson, AZ), **Naiomi Metallic,** professeure adjointe et titulaire de la chaire du chancelier en droit et politiques autochtones, Faculté de droit Schulich, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.), **Kent Roach,**

C.M., MSRC, professeur et titulaire de la chaire Prichard-Wilson en droit et politiques publiques, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.), **Philip Stenning,** professeur auxiliaire, Griffith Criminology Institute, Université Griffith (Queensland, Australie); professeur honorifique, Université du KwaZulu-Natal (Durban, Afrique du Sud); **John William Syrette,** chef de police, Service de police Anishinabek (Garden River, Ont.); **Norman E. Taylor,** président, The Global Network for Community Safety Canada Inc. (Oshawa, Ont.)

AIDE MÉDICALE À MOURIR

Comité d'experts sur l'aide médicale à mourir :

Marie Deschamps, C.C., *Ad. E.* (présidente du comité d'experts), ex-juge de la Cour suprême du Canada et professeure associée, Université McGill (Montréal, Qc) et Université de Sherbrooke (Sherbrooke, Qc)

Mineurs matures :

Dawn Davies (présidente du groupe de travail), professeure agrégée, Département de pédiatrie, Centre d'éthique de la santé John Dossetor, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Gail Beck, O.Ont.,** directrice clinique, Programme de psychiatrie juvénile, Centre de santé mentale Royal Ottawa (Ottawa, Ont.), **Carrie Bourassa,** directrice scientifique, Institut de la santé des Autochtones, Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) (Sudbury, Ont.); **Franco A. Carnevale,** professeur, Université McGill (Montréal, Qc), **Joanna Chung,** psychologie médicale, oncologie / hématologie / greffes de moelle osseuse, BC Children's Hospital (Vancouver, C.-B.); **Joan Gilmour,** professeure, Faculté de droit Osgoode Hall, Université York (Toronto, Ont.); **Stephen Goudge, c.r., O.Ont.,** avocat, cabinet Paliare Roland (Toronto, Ont.), **Mary Ellen Macdonald,** professeure agrégée, Université McGill (Montréal, Qc); **Jean-Pierre Ménard, *Ad. E.*,** avocat, Ménard, Martin, Avocats (Montréal, Qc); **Cheryl Milne,** directrice générale, Centre David Asper pour les droits constitutionnels, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Ubaka Ogbogu,** professeur adjoint, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Bryan Salte,** registraire associé et conseiller juridique, Collège des médecins et chirurgiens de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.); **Kimberley Widger,** professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières Lawrence S. Bloomberg, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Randi Zlotnik Shaul,** directrice du Département de bioéthique, Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.)

Demandes anticipées :

Jennifer Gibson (présidente du groupe de travail), titulaire de la chaire en bioéthique de la Financière Sun Life; directrice du Centre conjoint de bioéthique de l'Université de Toronto; professeure agrégée en politiques, gestion et évaluation de la santé et en santé publique clinique, École Dalla Lana de santé publique; et directrice du Centre de bioéthique de l'Université de Toronto, un centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la Santé (Toronto, Ont.); **Benjamin L. Berger,** professeur et doyen associé (étudiants), Faculté de droit Osgoode Hall, Université York, (Toronto, Ont.); **Martha Donnelly,** gérontopsychiatre, professeure agrégée émérite, Département de psychiatrie, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Alika Lafontaine,** chef médical du Nord (Programme de santé autochtone), Alberta Health Services; professeur clinique adjoint, Université de l'Alberta; chef d'équipe, Indigenous Health Alliance (Grand Prairie, Alb.); **Trudo Lemmens,** professeur et titulaire de la chaire Scholl en droit et politiques de la santé, Faculté de droit, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Susan MacDonald,** professeure agrégée, médecine et médecine familiale, Université Memorial de Terre-Neuve (St. John's, T.-N.-L.); **Shelia A.M. McLean,** professeure émérite, Université de Glasgow (Glasgow, Écosse); **Dorothy Pringle, O.C., MACSS,** professeure émérite, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Patricia (Paddy) Rodney,** professeure agrégée, Faculté des sciences infirmières et professeure adjointe, Centre W. Maurice Young d'éthique appliquée, Université de la Colombie-Britannique; associée de recherche, Providence Health Care Ethics Services (Vancouver, C.-B.); **Harvey Schipper,** professeur de médecine, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Samir Sinha,** directeur du Département de gériatrie, Sinai Health System et University Health Network (Toronto, Ont.); **Tim Stainton,** professeur, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); **Ross Upshur,** professeur, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Agnes van der Heide,** chercheuse, Centre médical Erasmus, Centre médical universitaire de Rotterdam (Rotterdam, Pays-Bas)

Maladie mentale :

Kwame McKenzie (président du groupe de travail), directeur de l'équité en santé, Centre for Addiction and Mental Health (CAMH); professeur de psychiatrie, Université de Toronto; président-directeur général, Wellesley Institute (Toronto, Ont.); **Melissa K. Andrew,** professeure agrégée de médecine (gériatrie), Université Dalhousie et Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse (Halifax, N.-É.); **Yves Beauchamp, C.Q., FACG,** vice-principal, administration et finances, Université McGill (Montréal, Qc), **Jennifer A. Chandler,** titulaire de la chaire de recherche Bertram Loeb, professeure titulaire, Centre de droit, éthique et politique de la santé, Faculté de droit, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Pierre Deschamps, C.M.,** membre du groupe de recherche en santé et droit, Université McGill (Montréal, Qc); **Jocelyn Downie, MSRC, MACSS,** professeure-chercheuse, facultés de droit et de médecine, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.); **Martin Drapeau, O.Q.,** professeur, Université McGill (Montréal, Qc); **Colleen M. Flood, MSRC,** professeure et titulaire de la chaire de recherche en droit et politiques de la santé, Faculté de droit, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.); **Arthur W. Frank, MSRC,** professeur émérite, Université de Calgary (retraité) (Calgary, Alb.); **K. Sonu Gaind,** professeur agrégé, Université de Toronto (Toronto, Ont.); **Mona Gupta,** professeure adjointe et psychiatre, Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), Université de Montréal (Montréal, Qc); **Scott Y. H. Kim,** chercheur principal, National Institutes of Health (Bethesda, MD); **Brian L. Mishara,** directeur, Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE), Université du Québec à Montréal (Montréal, Qc); **Tanya Park,** professeure adjointe, Faculté des sciences infirmières, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.); **Suzanne Stewart,** directrice, Waakebiness-Bryce Institute for Indigenous Health (Toronto, Ont.)

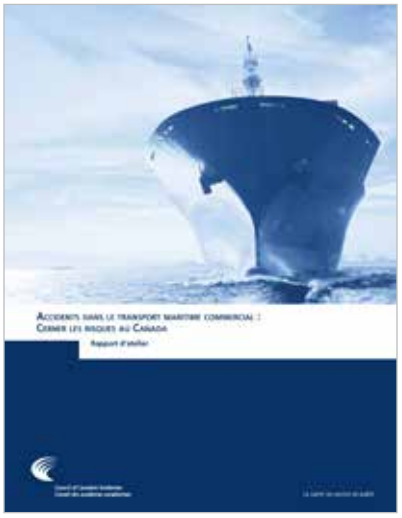
EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE OFFERTES PAR LES ÉCOLES DE GESTION AU CANADA

Comité directeur de l'atelier sur les expériences d'apprentissage offertes par les écoles de gestion au Canada :

John R. McDougall, MACG (président), président, DALCOR Innoventures Ltd. (Edmonton, Alb.); **Deborah Ancona,** professeure émérite en gestion Seley, professeure en études des organisations et directrice du Leadership Center à la Sloan School of Management du MIT (Cambridge, MA); **Colleen Collins,** vice-présidente, Canada West Foundation (Calgary, Alb.); **Robert G. Cooper,** professeur émérite, Université McMaster et bousier émérite distingué ISBM, Université d'État de la Pennsylvanie (State College, PA); **C. Brooke Dobni,** professeur en gestion, Edwards School of Business, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.); **Laurent Simon,** professeur titulaire, Département d'entrepreneuriat et d'innovation, HEC Montréal (Montréal, Qc)

ÉVALUER LES **PREUVES**

Depuis son dernier rapport annuel, le CAC a publié cinq rapports : trois publiés au cours de l'année financière 2016-2017 et deux autres au cours de l'année financière 2017-2018. Il a également entrepris six autres projets. Un résumé de chacun de ces projets est présenté ci-dessous.



Titre :
Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada (Rapport d'atelier)

Date de publication :
Avril 2016

Commanditaire :
Clear Seas — Centre de transport maritime responsable

29 avril 2016

UN RAPPORT SOULIGNE L'EXCELLENTE SÛRETÉ GLOBALE DU TRANSPORT MARITIME AU CANADA

Maritime Magazine

Un nouveau rapport publié par le Conseil des académies canadiennes (CAC) se penche sur la probabilité d'accident dans le transport maritime commercial au Canada et sur les répercussions sociales, économiques et environnementales possibles de tels accidents... [traduction]

RISQUES LIÉS AU TRANSOPRT MARITIME COMMERCIAL

Question :

Quels risques sociaux, environnementaux et économiques se posent aux étapes importantes du transport maritime des biens dans les eaux canadiennes? Ces risques sont-ils communément reconnus? Dans quelle mesure sont-ils mesurables?

Pourquoi c'est important :

L'industrie du transport maritime joue un rôle important pour les moyens de subsistance des Canadiens, mais elle fait aussi l'objet d'une surveillance accrue depuis quelques années, notamment en raison des risques liés à l'ouverture de l'Arctique à davantage de circulation maritime, à la hausse des expéditions maritimes de pétrole venant des sables bitumineux canadiens et à l'augmentation de la taille des navires, surtout des porte-conteneurs.

Constatations :

Les données probantes montrent qu'en général la sécurité dans les eaux canadiennes s'est améliorée ces dix dernières années, le nombre d'accidents de transport maritime commercial y a diminué. Le comité d'experts a fait les constatations suivantes :

- Le transport maritime commercial a profité de l'amélioration de la technologie de contrôle de la circulation et de la conception des navires et du renforcement du régime réglementaire.
- Des accidents continuent à se produire, mais ils n'ont généralement pas d'importantes répercussions.

La probabilité d'un accident et la gravité de ses répercussions varient considérablement d'une région canadienne à l'autre. Cela est attribuable à la diversité des types de cargaisons transportées, des caractéristiques de voies navigables, des politiques de prévention des risques, comme les moratoires ou les zones de pilotage, et à plusieurs autres facteurs.

MEOPAR @MEOPAR_NCE
Nouveau rapport sur les accidents dans le transport maritime commercial au Canada : meopar.ca/news/entry/new... [traduction]

Marine Institute @marineinstitute
Le rapport analyse les risques du transport maritime au Canada par région [traduction]

Oceana Canada @OceanaCAN
Rapport sur le #transportmaritime : les eaux #canadiennes sont plus sûres mais des lacunes en recherche subsistent sciencepourlepublic.ca.ca/fr/assessments... [traduction]

Titre :
Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada

Date de publication :
Décember 2016

Commanditaire :
Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE)

MISE À JOUR SUR LES DONNÉES EN S-T

Question :

Quel est l'état actuel de la science et de la technologie et de la recherche et développement industriel au Canada?

Pourquoi c'est important :

Ce document renferme une mise à jour préliminaire des principales données bibliométriques et des renseignements tirés d'une enquête d'opinion comparable à celle menée dans le cadre de l'évaluation de l'état de la science et de la technologie au Canada réalisée en 2012 par le CAC. Le rapport propose notmment une mise à jour des données sur la production de la recherche et la collaboration, sur l'impact de la recherche, sur sa réputation et sa stature internationales, ainsi que des données par domaine. Cette mise à jour fait partie d'un exercice plus large visant à évaluer l'état de la recherche, du développement et de l'innovation au Canada. Cette publication préliminaire des données a pour objet de soutenir les efforts actuels visant à guider l'élaboration de la politique fédérale sur la science, notamment ceux du groupe d'examen du soutien fédéral aux sciences. Elle ne répertorie cependant pas les forces en matière de recherche du Canada, comme le fait le rapport complet sur la science et la technologie de 2012. Les données présentées seront examinées et analysées plus en profondeur par le comité d'experts au cours de l'année prochaine. Ces renseignements, ainsi que des données probantes supplémentaires sur le rendement de la recherche, les dépenses en recherche et développement, les brevets, le personnel hautement qualifié et l'innovation en entreprise, éclaireront les conclusions du rapport final du comité d'experts, qui devrait paraître au début de 2018.

16 décembre 2016

LE COMITÉ D'EXPERTS DU CAC SUR LA R-D PUBLIE DES DONNÉES PRÉLIMINAIRES

Académie canadienne du génie

Le comité d'experts du Conseil des académies canadiennes sur l'état de la science et de la technologie et de la recherche-développement industrielle au Canada a publié sa Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada. Elle comprend une mise à jour préliminaire des données bibliométriques et de sondage d'opinion comparables à celles qui ont été publiées dans l'évaluation de 2012 du CAC sur l'état de la science et de la technologie au Canada... [traduction]

@Scienceadvice

Sortie aujourd'hui : mise à jour préliminaire sur le rendement et la réputation internationale du Canada en recherche une partie de notre évaluation sur la S-T et la R-Di **sciencepourlepublic.ca/fr/assessments/in-progress/stateofstandird.aspxaspx**...

Titre :
Mettre à profit les forces du Canada en médecine régénérative

Date de publication :
Mars 2017

Commanditaire :
Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE)

9 mars 2017

UN NOUVEAU RAPPORT FAIT ÉCHO À L'APPEL AU RENFORCEMENT DE LA RECHERCHE CANADIENNE SUR LES CELLULES SOUCHES

Fondation canadienne de cellules souches
Les cellules souches pourraient transformer les soins de santé au Canada en améliorant les résultats cliniques et en rendant le système plus efficace, selon un nouveau rapport du Conseil des académies canadiennes (CAC)... [traduction]

22 mars 2017

UN FINANCEMENT ACCRU ET LA COLLABORATION PERMETTRONT AU SECTEUR DE LA MÉDECINE RÉGÉNÉRATIVE DE PRENDRE SON ESSOR : UN RAPPORT

Research Money
L'expertise et les réalisations canadiennes dans le domaine de la médecine régénérative (MR) pourraient être près d'un point tournant si des mesures stratégiques sont prises pour en accroître et en stabiliser le financement et pour mieux coordonner les divers intervenants fédéraux et provinciaux... [traduction]

MÉDECINE RÉGÉNÉRATIVE AU CANADA

Question :

Quelles sont les forces du Canada dans le domaine de la médecine régénérative (et pourquoi sont-elles des forces)? Considérer les catégories suivantes : la recherche fondamentale; la mise au point de thérapies cellulaires régénératives; la mise au point de médicaments, de dispositifs et de technologies; l'application de thérapies en milieu Clinique; les ressources humaines et le capital; les collaborations et les réseaux; le cadre réglementaire et éthique; le cadre financier et l'allocation de ressources.

Compte tenu de ces forces, quelles possibilités s'offrent au Canada et quels obstacles doit-il surmonter pour pouvoir exceller sur la scène internationale en médecine régénérative?

Pourquoi c'est important :

La médecine régénérative a le potentiel de transformer les soins de santé en traitant des maladies chroniques et des troubles génétiques jusqu'ici incurables. Depuis la découverte des cellules souches au début des années 1960 par des chercheurs canadiens, James Till et Ernest McCulloch, d'importantes avancées dans le domaine ont été réalisées par leurs compatriotes chercheurs et praticiens. En raison de ces progrès et aux intensives recherches en science des cellules souches effectuées dans d'autres pays, il est crucial pour le Canada d'analyser le domaine et de mieux comprendre l'état actuel de la science de la médecine régénérative au pays.

Constatations :

Globalement, le rapport d'atelier confirme que la médecine régénérative est toujours un domaine de pointe au Canada. La recherche canadienne est de grande qualité et fréquemment citée, et c'est sa culture de collaboration, renforcée par des réseaux nationaux, qui maintient le pays parmi les chefs de file dans ce domaine. Le maintien de la position de leadership du Canada en médecine régénérative exige des efforts continus, et notamment un investissement continu, stable et stratégique dans les chercheurs, les réseaux collaboratifs et l'infrastructure.

Le rapport d'atelier cerne plusieurs possibilités de renforcer la communauté canadienne de la médecine régénérative. Les plus prometteuses sont les suivantes :

- Formaliser la coordination entre les initiatives de médecine régénérative et entre les principaux acteurs afin que tous parlent d'une même voix sur les priorités communes.
- Établir un soutien stable et à long terme pour les réseaux existants, notamment ceux axés sur la commercialisation, afin de résoudre le phénomène de *vallée de la mort* qui entrave l'application des découvertes de la recherche en milieu clinique et industriel.
- Améliorer la coordination et l'harmonisation entre le système réglementaire fédéral et les systèmes de santé provinciaux.
- Appuyer l'infrastructure de fabrication et faire croître l'industrie de la médecine régénérative au Canada pour fournir des emplois au personnel hautement qualifié tout en profitant à l'économie canadienne.

André Picard @picardonhealth
Forces du Canada en médecine régénérative. Nouveau rapport de **@Scienceadvice** **sciencepourlepublic.ca/fr/assessments... via @dk_munro #stemcells** [traduction]

Titre :
Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux

Date de publication :
Avril 2017

Commanditaire :
Gouvernement de l'Alberta

POLITIQUE SCIENTIFIQUE INFRANATIONALE

Question :

Quels éléments doivent être pris en considération lors de l'élaboration d'une politique scientifique infranationale?

Pourquoi c'est important :

Au Canada, la science est autant une affaire provinciale que nationale. La science peut éclairer l'élaboration des politiques et améliorer le bien-être de la population dans divers domaines tels que la sécurité nationale, la santé, l'environnement, l'éducation et les politiques sociales. Les investissements dans la science peuvent également générer de nouvelles opportunités économiques et contribuer à accroître le savoir et le capital social de régions particulières. Afin de concrétiser ces retombées, il est toutefois nécessaire que tous les ordres de gouvernement mettent en place des politiques scientifiques efficaces.

Constatations :

Globalement, le rapport d'atelier affirme l'importance d'établir une politique scientifique explicite à l'échelle infranationale. Bien que tous les gouvernements appliquent des politiques scientifiques implicites, le rapport souligne que les politiques scientifiques explicites aident à articuler l'utilité et les objectifs du soutien accordé à la science, à améliorer la coordination et la cohérence gouvernementales et à accroître la transparence. Le fait pour un gouvernement infranational de rendre sa politique scientifique explicite peut également aider à mettre pleinement à profit le soutien fédéral accordé aux sciences. Voici les principales constatations du rapport :

- Des raisons convaincantes justifient la création à l'échelle infranationale d'une politique scientifique explicite.
- Les politiques en matière de sciences et d'innovation sont distinctes, mais inextricablement liées, et ce, pour tous les ordres de gouvernement.
- Les gouvernements infranationaux jouent souvent les mêmes rôles que les gouvernements nationaux par rapport au soutien des sciences.
- Un cadre exhaustif pour l'élaboration d'une politique scientifique peut s'articuler autour de cinq éléments fondamentaux : les gens, l'infrastructure, la recherche, la culture scientifique et la mobilisation des connaissances.
- La coordination et la coopération intersectorielles et intergouvernementales sont au centre de toute politique scientifique infranationale efficace.
- Une politique scientifique infranationale peut clarifier les priorités de recherche provinciales.
- Il est important de s'engager à long terme sur une politique scientifique infranationale pour le maintien et le développement du système scientifique.

19 avril 2017

LE CAC PUBLIE UN NOUVEAU RAPPORT SUR LES POLITIQUES SCIENTIFIQUES INFRANATIONALES

Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique
Le Conseil des académies canadiennes (CAC) a publié son plus récent rapport d'atelier, Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux... [traduction]

Mai 2017

D'IMPORTANTES RETOMBÉES POSSIBLES AVEC UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE PROVINCIALE EXPLICITE : RAPPORT DU CAC

Research Money
Les provinces qui élaborent et mettent en œuvre des politiques scientifiques explicites profitent d'une amélioration de la coordination, de l'harmonisation et de la clarté de leurs activités scientifiques,... [traduction]

CASRAI @casrai
Rapport – Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux **forum.casrai.org/t/report-scien... #casraiCA17** [traduction]

Genome Canada @GenomeCanada
Plaidoyer convaincant pour une politique scientifique provinciale explicite. Lisez le rapport du CAC **bit.ly/GC_CCA @Scienceadvice** [traduction]

Ma'n H. Zawati @MHZawati
Conseil des académies canadiennes **@Scienceadvice #Politiquescientifique :** Considérations pour les gouvernements infranationaux **sciencepourlepublic.ca/fr/assessments** [traduction]

Titre :
La valeur du transport maritime commercial pour le Canada

Date de publication :
Mai 2017

Commanditaire :
Clear Seas — Centre de transport maritime responsable

VALEUR DU TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL

Question :

Quelle valeur sociale et économique le transport maritime commercial a-t-il pour le Canada et ses régions? Comment les tendances mondiales en matière de transport maritime influenceront-elles les futures activités de transport maritime au Canada?

Pourquoi c'est important :

Le Canada est une nation maritime et à ce titre, son économie, sa culture, son environnement et sa sécurité sont depuis longtemps étroitement liés au transport maritime commercial. Essentiel au développement historique du pays, le transport maritime est encore vital pour les échanges internationaux et l'essor des communautés. Il constitue souvent le seul moyen par lequel les aliments et les produits essentiels parviennent aux communautés insulaires, éloignées et nordiques. Bien qu'il soit évident que le transport maritime est d'une importance cruciale pour le Canada, sa valeur n'a jamais été évaluée de manière exhaustive.

Constatations :

Globalement, le comité d'experts a estimé la valeur économique nationale du transport maritime commercial à approximativement 30 milliards de dollars, un chiffre considérablement plus élevé que ceux obtenus par le biais des mesures des impacts économiques classiques. Le comité d'experts a tiré les conclusions suivantes :

- En permettant le déplacement des marchandises et des personnes, le transport maritime a joué un rôle structurant dans l'histoire du Canada. Aujourd'hui, malgré la concurrence d'autres modes de transport commercial, il constitue toujours un élément important de l'économie et de la culture canadiennes.
- La majeure partie des répercussions environnementales négatives du transport maritime au Canada sont en baisse. Le transport maritime commercial ne produit que 1 % des émissions de GES du Canada.
- Les répercussions régionales et locales en matière d'emploi du commerce et du transport maritimes sont inégalement réparties au Canada. Certaines répercussions environnementales, culturelles et sécuritaires négatives tendent à être concentrées localement.
- Le transport maritime commercial évolue face aux tendances sociales mondiales et nationales. Ces tendances devraient avoir comme effet global la hausse du transport maritime au Canada.

27 mai 2017

LA VALEUR SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DU TRANSPORT MARITIME COMMERCIAL POUR LE CANADA

Port Economics

La valeur sociale et économique du transport maritime commercial pour le Canada était le sujet d'un rapport publié cette semaine par le Conseil des académies canadiennes... [traduction]

11 juin 2017

UN RAPPORT DOCUMENTE LA VALEUR DU TRANSPORT MARITIME CANADIEN

The Maritime Executive

Une nouvelle étude commandée par le Centre de transport maritime responsable Clear Seas et réalisée par le Conseil des académies canadiennes... [traduction]

SAFETY4SEA @safety4sea

Marine **#transportmaritime** demeure un élément important de l'économie et de la culture **#canadienne! @Scienceadvice @ClearSeasOrg** [traduction]

PortEconomics @PortEconomics

La **#valeur #sociale** et **#économique** du **#transportmaritime #commercial** pour le **#Canada M.R.Brooks @PortEconomics goo.gl/W3s7ps** [traduction]

ESG UQAM Recherche @ESGRecherche

Nouveau **#rapportsCAC** avec la collaboration du professeur **@esg_uqam Kristian Behrens & @Scienceadvice**

PROJETS EN COURS

ADAPTER LE TRANSPORT AUX BESOINS D'UNE POPULATION VIEILLISSANTE

La génération vieillissante des baby-boomers au Canada est en train de transformer le profil démographique du pays, conformément à la tendance mondiale. D'ici 2036, on prévoit que le nombre de Canadiens de 65 ans et plus s'élèvera à 9,8 millions. Cette évolution démographique aura une incidence sur le système de transport national et comportera pour les décideurs tout un éventail de défis et de possibilités.

Ce changement démographique constitue un incitatif important à explorer les stratégies novatrices qui pourraient contribuer à promouvoir et à favoriser le recours au système de transport par les aînés, tout en le rendant plus accessible à tous les Canadiens.

Question :

Comment la technologie et l'innovation pourraient-elles aider le système de transport canadien à s'adapter aux besoins d'une population vieillissante?

Commanditaire :
Transports Canada

Publication prévue :
Début 2018

L'ÉTAT DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE AU CANADA

Cette étude sera la troisième édition de l'évaluation de la S-T et de la R-Di. Bien comprendre l'environnement de la S-T et de la R-Di est essentiel pour soutenir l'innovation, la recherche scientifique et le développement économique au Canada. Les rapports du CAC sur l'état de la S-T et de la R-Di offrent des renseignements et des analyses précieuses qui documentent les forces et les faiblesses du Canada dans ces domaines. Les nouvelles données permettront de définir les tendances qui ont émergé dans le milieu de la S-T et de la R-Di ces quatre à cinq dernières années.

Question :

Quel est l'état actuel de la science et de la technologie et de la recherche et développement industriel au Canada?

Commanditaire :
Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE)

Publication prévue du rapport final :
Début 2018*

*Une mise à jour préliminaire des données a été publiée en décembre 2016.

GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES AU CANADA

Le Canada est doté d'une grande diversité de ressources. Dans certaines régions, les activités d'exploitation énergétique, de foresterie et d'exploitation minière, par exemple, peuvent être menées simultanément et à grande proximité les unes des autres. Même si les incidences environnementales, sociales et économiques propres à chacune de ces activités peuvent être bien comprises, leurs incidences combinées peuvent être complexes et importantes. Par le passé, les décisions relatives à la gestion des ressources étaient prises un projet à la fois, mais les approches plus intégrées, qui tiennent compte de l'éventail complet des activités menées dans une région pour mieux étayer les décisions et soutenir l'utilisation durable de toutes les ressources, suscitent un intérêt croissant.

Depuis quelques années, la gestion intégrée des ressources naturelles est de plus en plus prisée au Canada. Toutefois, il est difficile d'évaluer et de mesurer la progression et les obstacles à la progression de cette approche. Cette nouvelle évaluation du CAC permettra de réunir une base de connaissances pour jeter un éclairage inédit sur la façon dont la science et le savoir traditionnel peuvent le mieux servir à améliorer la gestion des ressources naturelles au Canada. Elle portera sur la gestion des ressources terrestres, y compris la production agricole. Les réseaux d'eau douce (de surface et souterrains) touchés par les activités terrestres s'inscrivent aussi dans le cadre de cette évaluation.

Question :

Quel est l'état des connaissances et des pratiques relatives aux approches de gestion intégrée des ressources naturelles au Canada?

Commanditaire :
Ressources naturelles Canada

Publication prévue :
Fin 2018

LE MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

Les services de police dans les collectivités autochtones peuvent être confrontés à un ensemble de défis, dont l'éloignement, l'accès restreint à des services sociaux et des ressources limitées. Par ailleurs, la possibilité existe de renforcer les liens avec les collectivités, d'améliorer les résultats en matière de sécurité et de sensibiliser plus fortement les services de police à la réalité culturelle de ces collectivités. Cette évaluation poursuivra le travail mené dans le cadre d'une étude précédente du CAC, *Le maintien de l'ordre au Canada au XXIe siècle : Une nouvelle police pour de nouveaux défis*, en explorant le contexte particulier que représente le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones et en examinant les pratiques prometteuses et exemplaires qui pourraient être utilisées pour relever avec succès ces défis.

Question :

En s'appuyant sur l'étude *Le maintien de l'ordre au Canada au XXIe siècle : Une nouvelle police pour de nouveaux défis*, que pourrions-nous tirer des données et connaissances actuelles sur le rôle actuel et futur des services de police dans les collectivités autochtones au Canada? Quelles pratiques prometteuses et exemplaires de maintien de l'ordre pourraient être appliquées aux collectivités autochtones?

Commanditaire :
Sécurité publique Canada

Publication prévue :
Fin 2018

AIDE MÉDICALE À MOURIR

En décembre 2016, la ministre de la Santé et la ministre de la Justice et procureure générale du Canada ont demandé au CAC d'entreprendre des examens indépendants liés à l'aide médicale à mourir. Le CAC a plus précisément été chargé d'examiner trois types de demandes d'aide médicale à mourir particulièrement complexes qui, selon la loi adoptée par le Parlement en 2016, mériteraient une étude plus approfondie. Ces cas sont : les demandes faites par des mineurs matures, les demandes anticipées et les demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent. En réalisant ces examens, le CAC recueillera et évaluera les données et les preuves disponibles pour éclairer la discussion politique entreprise autour des questions soulevées par l'aide médicale à mourir dans le contexte de ces trois circonstances particulières.

Question :

De quelles données probantes disposons-nous et que nous indiquent-elles relativement aux demandes d'aide médicale à mourir (AMM) faites par des mineurs matures, aux demandes anticipées et aux demandes se rapportant à des situations où la maladie mentale est le seul problème de santé sous-jacent, compte tenu du contexte clinique, juridique, culturel, éthique et historique qui existe au Canada?

Commanditaire :
Santé Canada et Ministère de la Justice

Publication prévue :
Fin 2018

Décembre 2016

LE GOUVERNEMENT LANCE L'EXAMEN PROMIS DE CERTAINES SITUATIONS NON COUVERTES PAR LA LOI SUR L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

CBC News
Le gouvernement fédéral a donné le coup d'envoi à l'examen promis de sa nouvelle loi sur le droit restreint à l'aide médiale à mourir pour déterminer si ce droit doit être étendu aux Canadiens souffrant de maladies mentales, aux mineurs matures et aux personnes en perte de capacité qui souhaitent faire une demande anticipée... [traduction]

Avril 2017

LE CAC ENTREPREND UNE NOUVELLE ÉVALUATION SUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES

Association canadienne de gouvernance de police - Bulletin
Le Conseil des académies canadiennes (CAC) a annoncé le lancement d'un nouveau projet d'évaluation qui vise à examiner le rôle présent et futur des services policiers situés dans les réserves... [traduction]

EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE OFFERTES PAR LES ÉCOLES DE GESTION AU CANADA

La capacité des gestionnaires et des cadres de diriger et d'organiser le processus d'innovation au sein d'une entreprise est essentielle à la réussite de cette entreprise. Toutefois, le processus d'innovation des entreprises est historiquement plus lent au Canada que dans les autres pays avancés. L'atelier aura comme premier objectif de réunir les données probantes dont on dispose sur les meilleures façons d'inculquer des compétences en gestion de l'innovation. Les experts examineront les méthodes d'enseignement pratiquées dans les écoles de gestion canadiennes et étrangères et évalueront dans quelle mesure ces méthodes répondent aux besoins du secteur privé relatif aux compétences en gestion de l'innovation.

Question :

Les questions suivantes aideront à orienter l'atelier facilité :

- Quelles compétences de gestion sont essentielles pour établir et maintenir une culture d'innovation en entreprise?
- Quelles sont quelques-unes des principales méthodes d'enseignement utilisées pour inculquer ces compétences?
- Comment les expériences d'apprentissage offertes par les écoles canadiennes de gestion ont-elles évolué au cours de la dernière décennie, pour les étudiants et les gestionnaires d'entreprises, jeunes et moins jeunes, en matière d'intégration de la gestion de l'innovation?
- Comment les programmes et les expériences fournies par les écoles canadiennes de gestion se comparent-ils avec ce qui est offert dans les autres pays innovants et quelles sont quelques-unes des initiatives prometteuses qui pourraient être adoptées par les écoles canadiennes de gestion?
- Quel rôle peuvent jouer les autres facultés dans l'amélioration de la culture d'innovation et comment les écoles de gestion intègrent-elles ces efforts dans leurs programmes?

Commanditaire :
Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE)

Publication prévue :
Fin 2018

31 mars 2017

LES CANADIENS ATTEINTS DE MALADIES MENTALES DEVRAIENT-ILS AVOIR DROIT À L'AIDE MÉDICALE À MOURIR?

Maclean's – Daniel Munro

En 2016, après que la Cour suprême eut statué qu'interdire l'aide médicale à mourir était inconstitutionnel, le gouvernement fédéral a adopté une loi qui autorise l'aide médicale à mourir pour les patients souffrant de certains problèmes médicaux. Les patients peuvent actuellement recevoir l'aide médicale à mourir s'ils sont atteints d'un problème de santé grave et irrémédiable qui leur cause des souffrances intolérables et si leur mort naturelle est raisonnablement prévisible. Bien que la loi permette aux personnes atteintes d'une maladie mentale d'avoir recours à l'aide médicale à mourir si elles sont également atteintes d'un trouble physique qui répond aux critères d'admissibilité, les personnes dont la maladie mentale est le seul problème sous-jacent ne sont pas admissibles… Il est donc primordial de déterminer si le fait pour une société de permettre l'aide médicale à mourir est susceptible d'entraîner une augmentation du taux de suicide, en raison de la banalisation de l'acte, ou plutôt une diminution de taux de suicide, parce qu'un nombre plus élevé de personnes recevront des traitements salvateurs après avoir consulté des professionnels de la santé. Le comité d'experts du Conseil des académies canadiennes sur l'aide médicale à mourir pour les personnes atteintes de maladies mentales devra répondre à cette question essentielle dans son rapport qu'il remettra au ministre de la Santé en décembre 2018… [traduction]

Mai 2017

RÉGLEMENTATION DU DÉVELOPPEMENT : L'ÉNERGIE, LES CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET LA LOI

UCalgary News – Mike Fisher

Alors que les entreprises d'énergie explorent des sites de moins en moins conventionnels et tentent de pénétrer un plus large éventail de marchés, la loi tarde à évoluer en conséquence et devrait être rendue plus transparente, signalent des experts juridiques de l'Université de Calgary. Les citoyens réclament au système juridique albertain (et canadien) d'avoir une plus grande voix à mesure que des problèmes surgissent sur des questions allant de la protection des parcs et des espèces au forage et aux oléoducs associés au développement énergétique, affirme Shaun Fluker, professeur agrégé de la Faculté de droit de l'Université de Calgary… Martin Olszynski, professeur agrégé de droit à l'Université de Calgary, spécialisé en droit et en politiques de l'environnement, des ressources naturelles et de l'eau, estime également que la loi n'évolue pas au rythme des nouveaux faits qui surviennent dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. « Le plus grand problème est l'absence de transparence du processus décisionnel environnemental », indique M. Olszynski, qui a récemment été nommé au sein du comité d'experts du Conseil des académies canadiennes sur la gestion intégrée des ressources naturelles… [traduction]

ÉCLAIRER LES **DÉCISIONS**

Le CAC éclaire des décisions et suscite des discussions nationales depuis 2006, ayant publié plus de 40 rapports. Bien que les effets tangibles de ses rapports ne soient pas toujours immédiatement apparents, il est évident qu'ils ont laissé une grande impression sur les gouvernements, l'industrie, le milieu universitaire et même les médias traditionnels.

Le concept initial de l'Alliance de la médecine régénérative au Canada (AMRC) a été lancé par des membres de la communauté de la médecine régénérative au cours d'un atelier de deux jours organisé en octobre 2016 par le CAC pour son rapport *Mettre à profit les forces du Canada en médecine régénérative*. L'AMRC sera par la suite officiellement fondée en mars 2017.

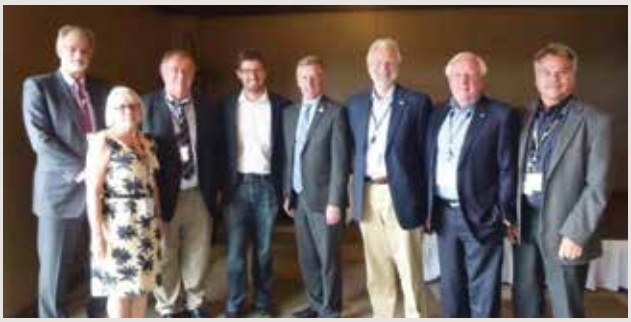
Regenerative Medicine Alliance of Canada
RMAC AMRC
l'Alliance de médecine régénérative du Canada

La Dre Janet Rossant, présidente de l'évaluation sur la médecine régénérative, présentait les constatations du rapport au Premier forum stratégique pancanadien de CellCAN, *Révolution en thérapies cellulaires et géniques*, qui a eu lieu à Montréal le 9 mars 2017. La Dre Rossant était également disponible pour donner des interviews aux médias et faire valoir l'importance de la médecine régénérative au Canada.

Le CAC a publié son rapport *Mise à jour préliminaire des données : rendement et réputation internationale de la recherche au Canada* en décembre 2016. Ce rapport, à l'instar d'autres évaluations du CAC, a été cité dans *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays* (généralement connu comme le rapport Naylor), publié en avril 2017.

En février 2017, le CAC a organisé un panel interactif dans le cadre de l'Assemblée annuelle de l'American Association for Advancement of Science (AAAS) à Boston. Le panel était intitulé *Conseils scientifiques fondés sur les données probantes à l'ère de l'information : une perspective canadienne*. Ont participé à la séance Maryse Lassonde, présidente, Société royale du Canada; Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec; et Timothy Caulfield, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit et en politique de la santé, Université de l'Alberta. Le panel était animé par le président du CAC, Eric M. Meslin.

En mai 2017, parmi de nombreuses autres présentations, Mary R. Brooks, présidente du comité d'experts chargé de l'évaluation *La valeur du transport maritime commercial pour le Canada*, a présenté les constatations du rapport à la Conférence annuelle du Groupe de recherches sur les transports au Canada à Winnipeg.



En décembre 2016, le président du CAC, Eric M. Meslin, et Eddy Isaacs, membre du CCS et président désigné de l'ACG, ont comparu devant le Comité permanent du Sénat sur l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles pour présenter les constatations des rapports du CAC sur la consommation énergétique et les technologies d'exploitation des sables bitumineux, ainsi que le Projet Trottier pour l'avenir énergétique de l'ACG. Un des rapports du Comité du Sénat a été publié en juin 2017.

Dans le cadre de la conférence de la CPSC tenue en novembre 2017 à Ottawa, le CAC organisera un panel d'experts intitulé *Mettre à profit la science : Ce que peuvent faire les provinces pour renforcer la production de connaissances au Canada*. Ce panel s'appuiera sur les constatations du rapport d'avril 2017 du CAC, *Politique scientifique : Considérations pour les gouvernements infranationaux*.

ANNEXE I : PROFIL DE L'ORGANISME

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Il a commencé ses activités en 2005. Les académies membres du CAC sont : la Société royale du Canada; l'Académie canadienne du génie; l'Académie canadienne des sciences de la santé.

ÉVALUATIONS

Les sujets d'évaluation proposés dans le cadre des demandes du gouvernement du Canada sont choisis par le biais d'une procédure de concours pangouvernemental et sont soumis au CAC pour qu'il les examine. Les critères utilisés pour évaluer les propositions d'évaluation sont énumérés ci-dessous. Ces critères sont également préférables pour les évaluations réalisées à la demande du secteur privé, des organisations sans but lucratif, d'autres organisations non gouvernementales et des autorités provinciales et municipales.

Critères du gouvernement :

- La proposition est pertinente pour le programme d'action du ministère ou de l'organisme et du gouvernement.
- Le sujet d'évaluation est abordé à point nommé et le délai d'évaluation correspond aux besoins du ministère ou de l'organisme et du Canada
- La valeur ajoutée fournie par le CAC est unique.
- Le sujet d'évaluation est une question scientifique qui a fait l'objet d'une concertation entre ministères, organismes et parties prenantes externes

Critères du CAC :

- Le sujet est important pour le Canada et ses citoyens.
- Les experts en la matière peuvent être réunis et le délai proposé peut être respecté.
- L'état actuel des connaissances mérite d'être évalué.
- La science sous-tend la question et sa réponse.

Autres critères :

- Le rapport est susceptible d'être largement consulté à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement (c.-à-d. que d'autres ordres de gouvernement ont un intérêt manifeste relativement à l'issue de l'évaluation).
- Le sujet est exclusivement lié à des enjeux canadiens.
- Le sujet correspond à un enjeu international et il est important de procéder maintenant à une évaluation canadienne de la question.

Le conseil des gouverneurs du CAC, avec l'aide du comité consultatif scientifique, veille à l'intégrité du processus d'évaluation. Il approuve formellement les questions à évaluer, la composition des comités d'experts, de même que les processus d'examen des rapports d'évaluation, et la publication des rapports.

Afin de garantir l'indépendance du processus d'évaluation, le commanditaire d'une évaluation donnée ne participe pas à son déroulement, n'a pas droit de regard sur les ébauches des rapports, et ne peut proposer de changements à un rapport avant sa parution. Les rapports d'évaluation font l'objet d'un processus formel d'examen par des pairs pour en garantir la qualité et l'objectivité. C'est au conseil des gouverneurs que revient la responsabilité d'autoriser la publication et la version définitive des rapports d'évaluation; il est conseillé, à cet égard, par le responsable de la supervision de l'examen des rapports, qui s'assure que les membres des comités d'experts ont bel et bien pris en compte les commentaires des examinateurs externes. Les versions définitives de tous les rapports sont publiées dans les deux langues officielles, sur le site Web du CAC, au www.sciencepourlepublic.ca, et peuvent être téléchargées gratuitement, assurant ainsi leur accessibilité publique.

FINANCEMENT

Le CAC a été établi en vertu d'une subvention de 30 millions de dollars sur dix ans accordée par le gouvernement du Canada. Cette subvention de lancement avait pour but de financer le fonctionnement

de base du CAC jusqu'au 31 mars 2015. Dans le budget fédéral déposé en avril 2015, cet engagement a été renouvelé par le biais d'une dotation additionnelle de 15 million de dollars sur cinq ans. Les conditions d'utilisation de ces fonds octroyés par le gouvernement ont été définies dans une entente formelle de financement conclue entre le CAC et le gouvernement du Canada, représenté par le ministre de l'Innovation, Science et Développement économique. Le CAC réalise aussi des évaluations en dehors du cadre de l'entente qui le lie au gouvernement fédéral. Ces évaluations sont proposées au CAC par des organisations non gouvernementales, des organisations à but non lucratif, le secteur privé ou des autorités provinciales et municipales.

STRUCTURE ET DIRECTION

Le CAC est dirigé par un conseil des gouverneurs composé de 12 membres, à qui revient la responsabilité de définir l'orientation stratégique de l'organisme, de s'assurer que le CAC réalise son mandat et de superviser son fonctionnement.

Chaque académie membre fondatrice nomme deux gouverneurs. Les trois académies membres élisent deux gouverneurs issus du grand public. Les quatre autres gouverneurs sont mis en nomination par le ministre de l'Industrie, des Sciences et du Développement économique et sont officiellement élus par les membres lors de l'Assemblée générale annuelle.

Le conseil des gouverneurs s'appuie, dans sa gestion du CAC, sur quatre comités :

- le comité de direction
- le comité de vérification, des finances et du risqué
- le comité des nominations et de la gestion
- le comité des ressources humaines et de la rémunération

Le CAC s'appuie, dans son travail, sur un comité consultatif scientifique dont les membres sont nommés par le conseil des gouverneurs. Ce comité conseille le CAC sur le contenu et les procédures qui sous-tendent la réalisation d'évaluations expertes, notamment en ce qui a trait aux questions suivantes :

- le choix de sujets pouvant éventuellement faire l'objet d'évaluations;
- la pertinence des sujets proposés au CAC en vue d'une évaluation d'experts;
- le mandat des comités d'experts indépendants qui effectuent les évaluations;
- la composition potentielle des comités d'experts;
- le processus d'examen par des pairs des ébauches de rapports d'évaluation.

Les activités quotidiennes du CAC sont menées par un groupe d'employés restreint, sous la direction d'un président-directeur général à temps plein. Le personnel du CAC offre son soutien aux comités d'experts sur le plan de la recherche et de la rédaction des rapports, de même que sur celui de la logistique de production des évaluations. Il offre également son soutien au comité consultatif scientifique, en particulier en ce qui a trait à l'analyse des sujets d'évaluation proposés, à la composition des comités d'experts et aux processus d'examen des rapports. La liste des membres du conseil des gouverneurs, du comité consultatif scientifique et du personnel est présentée à l'annexe II.

ÉNONCÉ DE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'énoncé de politique d'investissement a été officiellement approuvé par le conseil des gouverneurs et peut être consulté sur le site Web du CAC.

ÉTATS FINANCIERS : EXERCICE FINANCIER SE TERMINANT LE 31 MARS 2017

Le CAC a retenu les services du cabinet Parker Prins Lebano, d'Ottawa, pour vérifier ses états financiers pour l'exercice financier 2016-2017. Les états financiers du CAC pour l'exercice 2016-2017 sont présentés à l'annexe III. Parker Prins Lebano, un cabinet de vérification indépendant, a écrit au CAC le 29 mai 2017 concernant les dépenses admissibles, confirmant que, selon eux, toutes les dépenses pour lesquelles le financement lié à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral étaient effectivement admissibles.

RESSOURCES HUMAINES

Le CAC aborde la question des ressources humaines conformément aux valeurs définies dans son plan stratégique : l'excellence, l'indépendance, l'intégrité, la collaboration et l'innovation.

ANNEXE II : CONSEIL DES GOUVERNEURS, COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE ET PERSONNEL

CONSEIL DES GOUVERNEURS

(en date du 31 mars 2017)

Margaret Bloodworth, C.M., présidente
Ancienne sous-ministre au fédéral et conseillère nationale pour la sécurité (Ottawa, Ont.)

Tom Brzustowski, O.C., MSRC, FACG**
Membre du conseil d'administration de l'nstitute for Quantum Computing, Université de Waterloo; membre du conseil d'administration, Waterloo Global Science Initiative (Waterloo, Ont.)

Henry Friesen, C.C., MSRC, MACSS*
Professeur émérite distingué et membre principal du Centre pour le progrès de la médecine, Faculté de médecine, Université du Manitoba (Winnipeg, Man.)

Carol P. Herbert, MACSS
Professeure émérite, Médecine familiale, Université Western; présidente, Académie canadienne des sciences de la santé (London, Ont.)

Claude Jean*
Premier vice-président et directeur général, Teledyne DALSA, Semiconducteur (Bromont, Qc)

Maryse Lassonde, O.C., O.Q., MSRC, MACSS
Directrice scientifique, Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies, et présidente, Société royale du Canada (Montréal, Qc)

Peter MacKinnon, O.C.*
Président par intérim, Université Athabasca (Athabasca, Alb.); ancien président et vice-recteur, Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

Pierre Lortie, C.M., FACG**
Conseiller principal, affaires, chez Dentons s.r.l.; ancien président de l'Académie canadienne du génie (Montréal, Qc)

Jeremy McNeil, C.M., MSRC
Professeur Helen Battle d'écologie chimique, Département de biologie, Université Western (London, Ont.)

Axel Meisen, C.M., FACG
Ancien président, Prévision, Alberta Innovates – Technology Futures (AITF) (Edmonton, Alb.)

Lydia Miljan
Professeure est agrégée en sciences politiques et directrice du programme des arts et des sciences, Université de Windsor (Windsor, Ont.)

Ted Morton*
Chercheur principal, École des politiques publiques; professeur de sciences politiques, Université de Calgary (Calgary, Alb.)

Linda Rabeneck, MACSS
Vice-présidente, Prévention et lutte contre le cancer, Action cancer Ontario; présidente désignée, Académie canadienne des sciences de la santé (Toronto, Ont.)

*fin du mandat en juillet 2016

**nommé en septembre 2016

COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE

(en date du 31 mars 2017)

Susan A. McDaniel, MSRC, présidente
Directrice de l'Institut Prentice; titulaire de la Chaire de recherche du canada de premier niveau sur la population mondiale et le cours de la vie; titulaire de la chaire de recherche Prentice en démographie et économie mondiales; professeure de sociologie, Université de Lethbridge (Lethbridge, Alb.)

Lorne Babiuk, O.C., MSRC, MACSS
Vice-président à la recherche, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Chad Gaffield, MSRC
Professeur d'histoire et titulaire de chaire de recherche universitaire en recherche numérique, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Jean Gray, C.M., MACSS
Professeure émérite en enseignement médicale, en médecine et en pharmacologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

John Hepburn, MSRC
Vice-président à la recherche, CIFAR (Vancouver, C.-B.)

Eddy Isaacs, FACG
Président, Eddy Isaacs, Inc.; conseiller stratégique, Génie, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Gregory S. Kealey, MSRC
Professeur émérite, Département d'histoire, Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

Daniel Krewski
Professeur d'épidémiologie et de médecine communautaire, directeur scientifique du Centre R. Samuel McLaughlin d'évaluation du risque sur la santé des populations, Université d'Ottawa (Ottawa, Ont.)

Stuart MacLeod, MACSS
Professeur de pédiatrie (émérite), Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.); professeur auxiliaire, Département de santé communautaire et d'épidémiologie, Université Dalhousie (Halifax, N.-É.)

Norbert R. Morgenstern, C.M., MSRC, FACG*
Professeur émérite, Génie civil, Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

Sarah P. Otto, MSRC*
Professeure et directrice du Centre de recherche sur la biodiversité, Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

Eliot A. Phillipson, O.C., MACSS
Professeur émérite de médecine Sir John and Lady Eaton, Université de Toronto (Toronto, Ont.); ancien président-directeur général, Fondation canadienne pour l'innovation (Ottawa, Ont.)

*fin du mandat en décembre 2016

PERSONNEL DU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Eric M. Meslin, Ph.D., MACSS
Président-directeur général

Erin Bassett, Ph.D.
Associée de recherche

Jennifer Bassett, Ph.D.***
Associée de recherche

Amanda Bennett, Ph.D.*
Associée de recherche

Laura Bennett, M.A.
Associée de recherche

Dane Berry, MPP
Associé de recherche

Anna Buczek, B.Sc.
Spécialiste, liaison et communications

Tom Bursey, MBA, FCPA, FCMA, IAS.S
Vice-président, services d'entreprise et directeur financier

Rebecca Chapman, Ph.D.
Associée de recherche

Tijs Creutzberg, Ph.D.
Directeur des évaluations

Hilary Davies, M.E.S., B.Ed., B.Sc.*
Associée de recherche

Madison Downe, M.Sc.*
Coordonnatrice de projet

Marc Dufresne, M.Sc.
Spécialiste principal, publications bilingues

Matthew Falconer, M.A.**
Assistant, communications

Jonathan Harris, M.Sc., MPP*
Associé de recherche

Janet Hendry, M.Sc., P.Eng.*
Associée de recherche

Andrea Hopkins, M.A.
Coordonnatrice de projet

Teresa Iacobelli, Ph.D.*
Associée de recherche

Joanne Linnay, M.Sc., MES*
Coordonnatrice de projet

Suzanne Loney, M.A.***
Associée de recherche

Kelly Loverock, M.A.
Spécialiste, site Web et communications

Camilla Mällberg, M.Sc.*
Coordonnatrice de projet

Jérôme Marty, Ph.D.*
Directeur de projet

Anita Melnyk, Ph.D.*
Chercheuse

Emmanuel Mongin, Ph.D.
Directeur de projet

Nancy Neil, BGS
Gestionnaire des activités du bureau et adjointe administrative au président

Samantha Rae Ayoub, M.A.
Directrice des communications et des publications

Joe Rowsell, M.Ph.
Chargé de projet

Christina Stachulak, M.Sc.
Conseillère principale du président

Andrew Taylor, M.A.**
Directeur de projet

Jill Watkins, Ph.D.*
Directrice de projet

Weronika Zych, M.Sc. (Soc.)
Coordonnatrice de projet

Échelles de rénumération – Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2017, la rénumération s'est située dans les échelles salariales suivantes : gestionnaires du CAC (dirigeants) – président-directeur général [210 011 à 314 218 $] et vice-président et directeur financier [133 205 à 199 390 $].

*joint le CAC pendant l'exercice financier 2016-2017

**quitté le CAC pendant l'exercice financier 2016-2017

***congé parental pendant l'exercice financier 2016-2017

ANNEXE III :
ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2017

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS 30

ÉTATS FINANCIERS :

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 31

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS 32

ÉTAT DE L'EXPLOITATION 33

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE 34

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 35

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration,

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états de l'évolution des actifs nets, de l'exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies importantes, que celles-ci découlent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisation portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES au 31 mars 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif.

Parker Prins Lebano Comptables professionnelle agréé
Société professionnelle

Autorisée à exercer l'expertise comptable par l'organisation Comptables professionnels agréés de l'Ontario

Ottawa (Canada)
le 29 mai 2017

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2017

ACTIF		2017		2016
À COURT TERME				
Comptes débiteurs (note 7)	$	**441 877**	$	426 416
Frais payés d'avance (note 8)		**11 260**		17 651
		453 137		444 067
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE - ENCAISSE (note 11)		**1 077 469**		971 088
IMMOBILISATIONS (note 4)		**153 275**		150 158
	$	**1 683 881**	$	1 565 313

PASSIF				
À COURT TERME				
Dette bancaire (note 12)	$	**223 553**	$	67 072
Comptes créditeurs		**115 905**		118 597
Revenu reportées		**157 476**		235 795
Contributions de subvention reportées (notes 6 et 10)		**66 380**		172 761
Versements sur la dette à long terme (note 5)		**28 372**		–
		591 686		594 225
DETTE À LONG TERME (NOTE 5)				
		14 726		–
		606 412		594 225
ACTIFS NETS				
Actifs nets sans restrictions		**(153 275)**		(150 158)
Actifs nets investi dans les immobilisations		**153 275**		150 158
Fonds de rémunération différée (note 11)		**1 077 469**		971 088
		1 077 469		971 088
	$	**1 683 881**	$	1 565 313

Au nom du conseil des gouverneurs :
Carol P. Herbert
Directrice

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

ACTIFS NETS SANS RESTRICTIONS		2017		2016
Solde, au début de l'exercice	**$**	**(150 158)**	$	(85 311)
Excédent des revenus sur les dépenses		**–**		–
Ajouter : l'amortissement		**82 639**		69 985
Moins : le montant investi dans les immobilisations		**(85 756)**		(134 832)
Reconnaissance des apports reportés		**106 381**		971 088
Affectation à fonds de rémunération différée		**(106 381)**		(971 088)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**(153 275)**	$	(150 158)
ACTIFS NETS INVESTI DANS LES IMMOBILISATIONSS				
Solde, au début de l'exercice	**$**	**150 158**	$	85 311
Investi pendant l'exercice		**85 756**		134 832
Moins : l'amortissement		**(82 639)**		(69 985)
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**153 275**	$	150 158
FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE (note 11)				
Solde, au début de l'exercice	**$**	**971 088**	$	508 362
Affectation à apports reportés (note 11)		**106 381**		462 726
SOLDE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**1 077 469**	$	971 088

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

REVENUS		2017		2016
Revenu de placement	$	**10 302**	$	2 126
Ajouter : subvention		**3 450 880**		2 538 301
Revenus d'autres sources		**687 925**		726 085
		4 149 107		3 266 512
DÉPENSES				
Amortissement		**82 639**		69 985
Consultants d'évaluation		**159 979**		13 305
Opérations centrales		**281 985**		254 375
Gouvernance		**118 379**		57 185
Consultants en placement		**–**		5 424
Réunions des panélistes		**520 602**		163 433
Publications		**154 790**		181 518
Charges locatives		**266 493**		281 495
Salaires et avantages		**2 562 350**		2 131 871
Autres activités		**1 890**		107 921
		4 149 107		3 266 512
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE				
	$	**–**	$	–

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2017

		2017		2016
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	**$**	**–**	$	–
Éléments n'exigeant pas de mise de fonds :				
Amortissement		**82 639**		69 985
Affectation à fonds de rémunération différée		**106 381**		462 726
		189 020		532 711
Changement net aux postes hors caisseliés aux opérations :				
Comptes débiteurs		**(15 461)**		(51 356)
Frais payés d'avance		**6 391**		7 611
Comptes créditeurs		**(2 692)**		(51 675)
Revenu reportées		**(78 319)**		45 723
Contributions reportées		**(106 381)**		(1 001 027)
		(7 442)		(518 013)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat d'immobilisations		**(85 756)**		(134 832)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Anticipé de la dette à long terme		**43 098**		–
DIMINUTION NETTE DE L'ENCAISSE		**(50 100)**		(652 845)
ENCAISSE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE		**904 016**		1 556 861
ENCAISSE, À LA FIN DE L'EXERCICE	**$**	**853 916**	$	904 016
L'ENCAISSE COMPREND CE QUI SUIT :				
Fonds de rémunération différée – encaisse	**$**	**1 077 469**	$	971 088
Dette bancaire		**(223 553)**		(67 072)
	$	**853 916**	$	904 016

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS LE 31 MARS 2017

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Conseil des académies canadiennes est un organisme sans but lucratif qui a été constitué en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en avril 2002 et qui a entrepris ses activités en 2005.

Ses principaux buts sont de fournir une source d'évaluations d'experts et de conseils fondés sur les preuves scientifiques appropriées au sujet de questions d'intérêt public et de donner à la population canadienne une voix sur la scène scientifique nationale et internationale.

2. CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif et ils témoignent des politiques suivantes :

Immobilisations

Dans le cas des biens immobilisés comprenant les meubles et accessoires, le matériel informatique, le logiciel et les améliorations locales, c'est le prix coûtant qui est indiqué. L'amortissement a été calculé comme suit selon la méthode de l'amortissement dégressif ou en ligne droite, la moitié de l'amortissement étant imputé à l'année d'acquisition :

Meubles et accessoires	30 % par année
Ordinateurs et logiciel	45 % par année
Améliorations locatives	10 ans

Comptabilisation des revenus

L'organisation suit la méthode du report de l'impôt sur les contributions. Les contributions affectées sont reconnues en tant que revenus pour l'année au cours de laquelle les dépenses connexes sont engagées. Les contributions non affectées sont reconnues en tant que revenus à leur réception ou lorsqu'elles deviennent exigibles si le montant exigible peut être prévu raisonnablement et que sa réception est raisonnablement assurée.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers présentés au sien de l'état de la situation financière se composent de l'encaisse, des placements, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs. Le Conseil ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers pour des fins spéculatives et ne posséde ou n'émet pas d'instruments financiers dérivés.

4. IMMOBILISATIONS

		COÛT		AMORTISSMENT CUMULÉ		**2017 VALEUR NETTE**		2016 VALEUR NETTE
Meubles et accessoires	$	391 001	$	366 376	**$**	**24 625**	$	29 076
Ordinateurs et logiciel		591 336		467 219		**124 117**		120 081
Améliorations locatives		103 499		98 966		**4 533**		1 001
	$	1 085 836	$	932 561	**$**	**153 275**	$	150 158

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

5. DETTE À LONG TERME

Prêt portant intérêt au taux de 5 % remboursable en paiements mensuels du capital et des intérêts de 2 490,21 $ au cours d'une période de 20 mois commençant le 1er février 2017.

		2017		2016
Prêt	**$**	**43 098**	$	–
Moins la tranche exigible à cour terme		**28 372**		–
	$	**14 726**	$	–

6. CONTRIBUTIONS DE SUBVENTION REPORTÉES

La partie des revenus de subvention et des produits de l'intérêt reçus qui dépasse le montant des dépenses est reportée afin de compenser les dépenses des années futures.

7. COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs comprennent 343 231 $ de comptes clients et 98 646 $ de TPS à recevoir pour un total de 441 877 $.

8. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

Les frais payés d'avance consistent en dépôts d'hôtel de 2 860 $, assurance de responsabilité de 2 978 $, frais d'affranchissement de 32 $, 2 716 $ de frais trimestriels de location de photocopieur payés d'avance, prestations de 2 062 $ et un police d'assurance commerciale de 612 $ pour un total de 11 260 $.

9. ENGAGEMENTS

L'organisation a signé un bail à l'égard d'une période de quatre années commençant le 1er février 2016 et des contrats à l'égard du matériel de bureau. Les paiements annuels pour les quatre prochaines années seront les suivants :

A/F 2018	$216 964
A/F 2019	$211 264
A/F 2020	$153 035
A/F 2021	$3 919

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

En mars 2006, le Conseil a reçu une subvention de fondation d'un montant de 30 000 000 $. Celle-ci était destinée à aider aux activités de base du Conseil pour 10 ans. Le reste des fonds du Conseil peut être utilisé au gré du Conseil. Le Conseil a reçu 15 millions de dollars supplémentaires pour une période de cinq ans commençant en 2015-2016 avec le mandat de les utiliser de la manière prévue dans l'entente de financement.

11. FONDS DE RÉMUNÉRATION DIFFÉRÉE

La dernière année de l'entente de financement initiale a commencé au cours de l'année financière 2014-2015. La direction du Conseil a collaboré étroitement avec son conseil des gouverneurs pour voir à ce que le Conseil et ses gouverneurs n'aient pas de dette non provisionnée. Grâce à l'aide et aux efforts diligents de la présidente du conseil des gouverneurs, un fonds restreint à une affectation interne a été créé pour réserver des fonds aux éventuelles dettes non provisionnées. La direction du Conseil entend gérer les risques connexes dans le futur en étroite collaboration avec les comités de vérification, des finances et des risques. Le montant intégré au fonds de rémunération différée par suite de cette résolution est de 877 633 $ (2016 - 971 088 $).

Le reste de ce fonds couvre les futures indemnités de départ prévues pour l'effectif de l'année en cours. Une partie de ce montant est financé à l'aide des fonds affectés à l'entente initiale.

Les sommes réservées à l'interne à la capitalisation du fonds de rémunération différée ont été jugées à long terme en raison du moment prévu de l'utilisation de ces sommes.

12. DETTE BANCAIRE

La somme des soldes des différents comptes bancaires pour l'année est de 853 916 $. Un montant de 1 077 469 $ est affecté au fonds de rémunération différée et le montant résiduel net est présenté en tant que dette bancaire.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs ont été regroupés en conformité avec la présentation de l'année courante.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Council of Canadian Academies
Conseil des académies canadiennes

Conseil des académies canadiennes
180, rue Elgin, bureau 1401
Ottawa (Ontario) K2P 2K3
Tél. : 613 567-5000
www.sciencepourlepublic.ca